

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 763****14 septembre 2001****SOMMAIRE**

Accor TRL S.A., Luxembourg . . . . .	36609	Paribas Neutral . . . . .	36614
Accor TRL S.A., Luxembourg . . . . .	36609	POM International S.A., Luxembourg . . . . .	36622
Action Oil Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	36614	Positron S.A., Luxembourg . . . . .	36595
Agil S.A.H., Luxembourg . . . . .	36622	PPM Far East Derivatives Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .	36595
Athena II, Sicav, Luxembourg . . . . .	36621	PROGENTEC - Société Européenne de Technologies Bi Holding S.A., Luxembourg . . . . .	36596
Athena, Sicav, Luxembourg . . . . .	36621	Publimedia S.A., Luxembourg . . . . .	36597
B.A.R.T. S.A.H., Luxembourg . . . . .	36617	Quelli Della Speciale S.A., Luxembourg . . . . .	36596
BBB S.A., Luxembourg . . . . .	36611	Quelli Della Speciale S.A., Luxembourg . . . . .	36596
Berenberg Fund-of-Funds II . . . . .	36581	RER 2 S.A., Luxembourg . . . . .	36598
Berenberg Fund-of-Funds II - Balance Select Fonds . . . . .	36592	RER Holding S.A., Luxembourg . . . . .	36599
Berenberg Fund-of-Funds II - Basis Select Fonds . . . . .	36593	Real Estates Brokerage S.A., Luxembourg . . . . .	36597
Bourlingster Invest S.A.H., Luxembourg . . . . .	36622	Recherche et Développement Européen Holding S.A., Luxembourg . . . . .	36621
CARPINTEX, Carpets and International Textiles S.A., Luxembourg . . . . .	36617	Rent Inter S.A., Luxembourg . . . . .	36598
Cabochoch S.A.H., Luxembourg . . . . .	36622	Retail Estates Luxembourg S.A., Luxembourg . . . . .	36599
Chanteloup Holding S.A., Luxembourg . . . . .	36615	Rete Invest Holding S.A., Luxembourg . . . . .	36600
Covesco S.A.H., Luxembourg . . . . .	36615	Reverdy Investments S.A., Luxembourg . . . . .	36600
Epicon Best Fonds, Sicav, Luxembourg-Strassen . . . . .	36624	Ruben International S.A., Luxembourg . . . . .	36598
Europa Mobility S.A., Luxembourg . . . . .	36624	S-Park S.A., Luxembourg . . . . .	36601
Exatis, Sicav, Luxembourg . . . . .	36579	Sanpaolo Bank S.A., Luxembourg . . . . .	36602
Fidelity Funds, Sicav, Luxembourg . . . . .	36618	Saumoret S.A., Luxembourg . . . . .	36608
Fidelity Funds, Sicav, Luxembourg . . . . .	36620	Sava et Compagnie S.C.A., Luxembourg . . . . .	36608
Financière Européenne des Bois S.A.H., Luxembourg . . . . .	36620	Schiffahrtsunternehmen Schipper, S.à r.l., Luxembourg . . . . .	36608
Gestione Mercantile Azionaria Commerciale S.A., Luxembourg . . . . .	36603	Sea Bird Investments S.A., Luxembourg . . . . .	36609
Henri S.A.H., Luxembourg . . . . .	36614	Sea Horse Investments S.A., Luxembourg . . . . .	36610
Immocorp, Sicav, Luxembourg . . . . .	36623	Segesta 2 Finance S.A., Luxembourg . . . . .	36610
Intermedia Holding S.A., Luxembourg . . . . .	36616	Sepvar Holding, Luxembourg . . . . .	36611
Investment Company Westend Holding S.A., Luxembourg . . . . .	36615	Serti S.A., Luxembourg . . . . .	36611
IT Technology, Sicav, Luxembourg . . . . .	36623	Services Immobiliers Internationaux Holding S.A., Luxembourg . . . . .	36611
M.D.Z. S.A., Luxembourg . . . . .	36619	Shorender S.A., Luxembourg . . . . .	36613
Mercurion Asia Fund, Sicav, Luxembourg . . . . .	36618	Sipam Participations S.A.H., Luxembourg . . . . .	36617
Mercury World Bond Fund, Sicav, Senningerberg-Luxembourg . . . . .	36613	Snow Invest S.A., Luxembourg . . . . .	36596
Monic S.A., Luxembourg . . . . .	36615	Société Ceat d'Investissements en Asie S.A.H., Luxembourg . . . . .	36610
Nemset S.A., Luxembourg . . . . .	36601	Société civile immobilière Servais, Luxembourg . . . . .	36595
Nemset S.A., Luxembourg . . . . .	36602		

<b>Société Européenne de Sports Nautiques S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36578</b>	<b>Sphinx Participations S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36616</b>
<b>Société Financière et Economique S.A.H., Luxembourg</b> .....	<b>36616</b>	<b>Taz Holding S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36612</b>
<b>Société Générale de Forge S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36599</b>	<b>Taz Holding S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36613</b>
<b>Société Générale de Forge S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36599</b>	<b>Tecnofocus, S.à r.l., Luxembourg</b> .....	<b>36608</b>
<b>Société Porta Ticinese S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36578</b>	<b>Tjust Associates S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36600</b>
<b>Sogedel S.A.H., Luxembourg</b> .....	<b>36618</b>	<b>Union Investment EuroMarketing S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36594</b>
<b>Solano S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36597</b>	<b>Wallpic Holding S.A., Luxembourg</b> .....	<b>36617</b>

**SOCIETE EUROPEENNE DE SPORTS NAUTIQUES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 69.566.

*Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration  
tenue en date du 12 janvier 2001*

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2001, vol. 549, fol. 46, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13406/595/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

**SOCIETE PORTA TICINESE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 37.404.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 décembre 2000*

- Les rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes sont approuvés.
- L'Assemblée donne décharge aux Administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 1999.
- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur René Faltz, avocat, demeurant 41, avenue de la Gare à L-1611 Luxembourg, Monsieur Raimondo Targetti, administrateur de sociétés, demeurant 13, Via Pietro Tamburini à I-20123 Milan, Madame Carine Bittler, employée privée, demeurant 41, avenue de la Gare à L-1611 Luxembourg et Monsieur Jacques Schroeder, avocat, demeurant 6, rue Heinrich Heine à L-1720 Luxembourg; ainsi que le mandat du commissaire aux comptes de BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000.

Luxembourg, le 6 décembre 2000.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 34, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13412/595/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

**EXATIS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R. C. Luxembourg B 35.428.

L'an deux mille un, le treize août.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable EXATIS, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 11 décembre 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations en date du 14 janvier 1991, numéro 12.

Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 27 mai 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 24 juillet 1998 numéro 541.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Teresa O'Brien, employée de banque, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Alexandra Gardenghi, juriste, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Alexandre Coisne, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que des 1.529.508,989 actions en circulation, 12.301 actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Une première assemblée générale extraordinaire, convoquée par les convocations indiquées dans le procès-verbal de l'assemblée, et ayant le même ordre du jour que la présente assemblée, s'est tenue en date du 27 juin 2001 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

En vertu de l'article 67 et 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est autorisée à prendre des résolutions indépendamment de la proportion du capital représenté.

III.- Que la présente assemblée a été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour et publiés:

- au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C en date des 11 et 27 juillet 2001;

- au journal «Luxemburger Wort», en date des 11 et 27 juillet 2001;

- au journal «Letzebuurger Journal» en date des 11 et 28 juillet 2001;

- au journal français «La Tribune» en date des 11 et 27 juillet 2001;

- et par lettres envoyées aux actionnaires nominatifs le 1<sup>er</sup> août 2001.

IV.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Modification de l'article 21 des Statuts afin de porter à 4% le taux maximum de la commission de rachat dont il est fait état dans cet article. A cet effet:

\*Au lieu de:

«Le prix de rachat sera payé au plus tard cinq jours ouvrables bancaires à Luxembourg après la date à laquelle a été reçue la demande de rachat et sera égal à la valeur nette des actions du Sous-Fonds concerné, telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'Article vingt trois ci-après, diminué éventuellement d'une commission de rachat qui ne pourra excéder un pour cent de la valeur nette et qui sera fixée par le Conseil d'Administration.»

\*Il convient de lire:

«Le prix de rachat sera payé au plus tard cinq jours ouvrables bancaires à Luxembourg après la date à laquelle a été reçue la demande de rachat et sera égal à la valeur nette des actions du Compartiment concerné, telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'Article vingt trois ci-après, diminué éventuellement d'une commission de rachat qui ne pourra excéder quatre pour cent de la valeur nette et qui sera fixée par le Conseil d'Administration.»

2. Modification de l'article 23 des Statuts afin d'appliquer le principe de désolidarisation des dettes et obligations des différents Sous-Fonds de la SICAV. A cet effet:

\*Suppression du dernier paragraphe du point II libellé comme suit:

«Vis-à-vis des tiers, la Société constitue une seule et même entité juridique, sauf convention contraire avec les créanciers et tous les engagements engageront la Société dans son intégralité, quel que soit le compartiment auquel ces dettes sont attribuées. Les avoirs, engagements, charges et frais qui ne sont pas attribuables à un compartiment seront imputés aux différents compartiments à parts égales ou, pour autant que les montants en cause le justifient, au prorata de leurs actifs nets respectifs.»

\*Insertion, en remplacement, d'un nouveau paragraphe libellé comme suit:

«Si une dette, un engagement ou une obligation encouru(e) par la société a trait aux actifs d'un Compartiment en particulier ou à une quelconque activité portant sur les actifs d'un Compartiment en particulier, seuls les actifs de ce Compartiment répondent de cette dette, cet engagement ou cette obligation. Le recours des créanciers tiers se limite aux actifs du Compartiment auquel la dette, l'engagement ou l'obligation se rapporte.

Au cas où un actif ou une dette, un engagement ou une obligation de la société ne saurait être attribué(e) à un Compartiment particulier, cet actif ou cette dette, cet engagement ou cette obligation sera affecté(e) entre les Compartiments à parts égales ou, pour autant que les montants en cause le justifient, au prorata de leurs actifs nets respectifs.»

3 Modification du dernier paragraphe de l'article 29 des Statuts qui sera désormais libellé comme suit:

«La Société peut faire l'apport de l'un de ses Compartiments à une entité tierce, que celle-ci soit ou non luxembourgeoise.»

4. Modification de la terminologie employée dans les Statuts. A cet effet:

\*«Sous-Fonds» sera remplacé par «Compartiment» dans les articles 5, 6, 8, 9, 11, 16 à l'exception du premier paragraphe, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 29 et 30.

\*«classe» sera remplacé par

- «catégorie» dans l'article 5 sauf exception ci-dessous mentionnée

- «Compartiment» à la 3<sup>ème</sup> ligne du 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 5 et dans l'article 9

\*le premier paragraphe de l'article 16 sera désormais libellé comme suit:

«Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer l'orientation générale de la gestion et la politique d'investissement pour chaque Compartiment et la masse d'avoirs y relative, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société».

\*L'article 24 sera modifié comme suit:

- le deuxième paragraphe est supprimé

- «classe» est remplacé par «classe et/ou sous-classe» dans les 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> paragraphes.

\*«catégorie» sera remplacé par «classe» dans les articles 5, 9, 23 et 25

\*«sous-catégorie» sera remplacé par «sous-classe» dans les articles 5 et 23

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 21 des Statuts afin de porter à 4% le taux maximum de la commission de rachat dont il est fait état dans cet article. A cet effet:

Au lieu de:

«Le prix de rachat sera payé au plus tard cinq jours ouvrables bancaires à Luxembourg après la date à laquelle a été reçue la demande de rachat et sera égal à la valeur nette des actions du Sous-Fonds concerné, telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'Article vingt trois ci-après, diminué éventuellement d'une commission de rachat qui ne pourra excéder un pour cent de la valeur nette et qui sera fixée par le Conseil d'Administration.»

Il convient de lire:

#### **En français:**

«Le prix de rachat sera payé au plus tard cinq jours ouvrables bancaires à Luxembourg après la date à laquelle a été reçue la demande de rachat et sera égal à la valeur nette des actions du Compartiment concerné, telle que celle-ci sera déterminée suivant les dispositions de l'Article vingt trois ci-après, diminué éventuellement d'une commission de rachat qui ne pourra excéder quatre pour cent de la valeur nette et qui sera fixée par le Conseil d'Administration.»

#### **En anglais:**

«The redemption price shall be paid not later than 5 bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Date, and shall be equal to the per share net asset value of the relevant Sub-Fund, as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less a redemption charge, if any, not exceeding four per cent of the net asset value, as determined by the Board of Directors.»

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 23 des Statuts afin d'appliquer le principe de désolidarisation des dettes et obligations des différents Sous-Fonds de la SICAV. A cet effet:

\*Suppression du dernier paragraphe du point II libellé comme suit:

«Vis-à-vis des tiers, la Société constitue une seule et même entité juridique, sauf convention contraire avec les créanciers et tous les engagements engageront la Société dans son intégralité, quel que soit le compartiment auquel ces dettes sont attribuées. Les avoirs, engagements, charges et frais qui ne sont pas attribuables à un compartiment seront imputés aux différents compartiments à parts égales ou, pour autant que les montants en cause le justifient, au prorata de leurs actifs nets respectifs.»

\*Insertion, en remplacement, d'un nouveau paragraphe libellé comme suit:

#### **En français:**

«Si une dette, un engagement ou une obligation encouru(e) par la société a trait aux actifs d'un Compartiment en particulier ou à une quelconque activité portant sur les actifs d'un Compartiment en particulier, seuls les actifs de ce Compartiment répondent de cette dette, cet engagement ou cette obligation. Le recours des créanciers tiers se limite aux actifs du Compartiment auquel la dette, l'engagement ou l'obligation se rapporte.

Au cas où un actif ou une dette, un engagement ou une obligation de la société ne saurait être attribué(e) à un Compartiment particulier, cet actif ou cette dette, cet engagement ou cette obligation sera affecté(e) entre les Compartiments à parts égales ou, pour autant que les montants en cause le justifient, au prorata de leurs actifs nets respectifs.»

#### **En anglais:**

«When the Corporation incurs a liability, which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund; the liabilities shall be segregated on a Sub-Fund basis with third part creditors having recourse only to the assets of the Sub-Fund concerned;

In the case where any asset or liability of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be ascribed equally to the different Sub-Funds, or if the amounts and cause justify doing so, shall be prorated according to the Net Asset Value of each Sub-Fund.»

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier le dernier paragraphe de l'article 29 des Statuts qui sera désormais libellé comme suit.

**En français:**

«La société peut faire l'apport de l'un de ses Compartiments à une entité tierce, que celle-ci soit ou non luxembourgeoise.»

**En anglais:**

«The Corporation may merge one of its Sub-Funds with a third party, Luxembourgish or not.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier la terminologie employée dans les Statuts. A cet effet:

«Sous-Fonds» sera remplacé par «Compartiment» dans les articles 5, 6, 8, 9, 11, 16 à l'exception du premier paragraphe, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 29 et 30.

\*«classe» sera remplacé par

- «catégorie» dans l'article 5 sauf exception ci-dessous mentionnée
- «Compartiment» à la 3<sup>ème</sup> ligne du 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 5 et dans l'article 9

\*le premier paragraphe de l'article 16 sera désormais libellé comme suit:

**En français:**

«Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer l'orientation générale de la gestion et la politique d'investissement pour chaque Compartiment et la masse d'avoirs y relative, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société.»

**En anglais:**

«The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each sub-fund and the pool of assets relating thereto and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.»

\*L'article 24 sera modifié comme suit:

- le deuxième paragraphe est supprimé
- «classe» est remplacé par «classe et/ou sous-classe» dans les 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> paragraphes.

\*«catégorie» sera remplacé par «classe» dans les articles 5, 9, 23 et 25

\*«sous-catégorie» sera remplacé par «sous-classe» dans les articles 5 et 23.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: T. O'Brien, A. Gardenghi, A. Coisne, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 14 août 2001, vol. 419, fol. 10, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur ff.(signé): Weber.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 14 août 2001.

E. Schroeder.

(52441/228/166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2001.

**BERENBERG FUND-OF-FUNDS II.****ALLGEMEINES VERWALTUNGSREGLEMENT**

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilhabers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie dem, im Anschluß an dieses Allgemeine Verwaltungsreglement abgedruckten, Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds. Das Allgemeine Verwaltungsreglement trat, in Form des Verwaltungsreglements, am 25. Juli 2001 in Kraft und wurde erstmals am 14. September 2001 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial») veröffentlicht. Das Datum des Inkrafttretens sowie das Datum der Veröffentlichung des jeweiligen Sonderreglements und der Veröffentlichung etwaiger Änderungen desselben, werden in dem betreffenden Sonderreglement für den jeweiligen Teilfonds aufgeführt.

**Art. 1. Der Fonds.**

1. Der Fonds BERENBERG FUND-OF-FUNDS II («Fonds») ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) aus Investmentanteilen und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen («Anteilhaber») unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne des Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) («Gesetz vom 30. März 1988»). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Die Anteilhaber sind am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt. Jeder Teilfonds wird detailliert im jeweiligen Sonderreglement zu diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement beschrieben.

2. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement in Verbindung mit dem Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds geregelt,

deren gültige Fassung sowie Änderungen derselben im Mémorial veröffentlicht und beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilinhaber das Allgemeine Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen derselben an.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt außerdem einen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Das Netto-Fondsvermögen (d.h. die Summe aller Vermögenswerte abzüglich aller Verbindlichkeiten des Fonds) muß innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds den Gegenwert von 50 Millionen Luxemburger Franken erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Teilfondsvermögen ergibt.

5. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zu jeder Zeit weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Falle wird dieses Allgemeine Verwaltungsreglement durch ein entsprechendes Sonderreglement ergänzt und ein entsprechender Anhang zum Verkaufsprospekt hinzugefügt. Teilfonds können auf bestimmte Zeit errichtet werden.

6. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilinhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilinhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilinhaber der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, welche von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

7. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 7 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

### **Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die BERENBERG LUX INVEST S.A. («Verwaltungsgesellschaft»), eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in Luxemburg. Sie wurde am 6. Januar 2000 auf unbestimmte Zeit gegründet. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch ihren Verwaltungsrat vertreten. Der Verwaltungsrat kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellten der Verwaltungsgesellschaft mit der täglichen Geschäftsführung sowie sonstige Personen mit der Ausführung von Verwaltungsfunktionen und/oder der täglichen Anlagepolitik betrauen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, die unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, entsprechend den in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement und dem jeweiligen Sonderreglement sowie in dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) aufgeführten Bestimmungen das jeweilige Teilfondsvermögen anzulegen und sonst alle Geschäfte zu tätigen, die zur Verwaltung der Teilfondsvermögen erforderlich sind.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und Kontrolle sowie auf eigene Kosten einen Anlageberater hinzuziehen. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich außerdem von einem Anlageausschuß, dessen Zusammensetzung vom Verwaltungsrat bestimmt wird, beraten lassen.

### **Art. 3. Die Depotbank.**

1. Depotbank des Fonds ist die DG BANK LUXEMBOURG S.A. Sie ist eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg und betreibt Bankgeschäfte. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 30. März 1988, dem Depotbankvertrag, diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, den einzelnen Sonderreglements sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte der Teilfonds beauftragt.

a) Sämtliche Investmentanteile, flüssigen Mittel und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte der Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten («Sperrkonten») und Depots («Sperrdepots») verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, der jeweiligen Sonderreglements, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem jeweils geltenden Depotbankvertrag sowie den gesetzlichen Bestimmungen verfügt werden darf.

b) Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung (nach Maßgabe des Gesetzes vom 30. März 1988) und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten der Teilfonds beauftragen, sofern diese an einer ausländischen Börse zugelassen oder in ausländische organisierte Märkte einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögensgegenstände handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

c) Die Anlage von Vermögenswerten der Teilfonds in Form von Einlagen bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Einlagen bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Die Depotbank darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Vorschriften, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement und dem jeweiligen Sonderreglement sowie dem Depotbankvertrag vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten verwahrten Einlagen zu überwachen.

3. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement, dem jeweils geltenden Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dem Gesetz. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

a) Anteile eines Teilfonds gemäß Artikel 5 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements auf die Käufer übertragen,

b) aus den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den betreffenden Teilfonds erworben worden sind,

- c) aus den Sperrkonten die notwendigen Einschüsse beim Abschluß von Terminkontrakten zahlen,
- d) Investmentanteile sowie sonstige zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für einen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen,
- e) dafür Sorge tragen, daß der Umtausch von Investmentanteilen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes, des Allgemeinen Verwaltungsreglements und des jeweiligen Sonderreglements sowie des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) und des Depotbankvertrages erfolgt,
- f) Dividenden und andere Ausschüttungen (falls vorgesehen) an die Anteilinhaber auszahlen,
- g) den Rücknahmepreis gemäß Artikel 9 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements gegen Rückgabe und Ausbuchung der entsprechenden Anteile auszahlen,
- h) das Inkasso eingehender Zahlungen des Ausgabepreises und des Kaufpreises aus dem Verkauf von Investmentanteilen und sonstigen zulässigen Vermögenswerten sowie aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen, Entgelte für den Optionspreis, den ein Dritter für das ihm für Rechnung des Teilfondsvermögens eingeräumte Optionsrecht zahlt, Steuergutschriften ((i) falls vorgesehen, (ii) falls vom jeweiligen Teilfonds im Rahmen von Doppelbesteuerungsabkommen zwischen dem Großherzogtum Luxemburg und anderen Ländern rückforderbar und (iii) falls ausdrücklich hierzu von der Verwaltungsgesellschaft angewiesen) vornehmen und diese Zahlungen den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds unverzüglich gutschreiben,
- i) im Zusammenhang mit der Zahlung von Ausschüttungen auf Investmentanteile und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte Eigentums- und andere Bescheinigungen und Bestätigungen ausstellen, aus denen der Name des jeweiligen Teilfonds als Eigentümer hervorgeht und alle weiteren erforderlichen Handlungen für das Inkasso, den Empfang und die Verwahrung aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen oder anderer Zahlungen an den jeweiligen Teilfonds vornehmen sowie die Ausstellung von Inkassoindossamenten im Namen des jeweiligen Teilfonds für alle Schecks, Wechsel oder anderen verkehrsfähigen Investmentanteile und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte.

#### 4. Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, daß

- a) alle Vermögenswerte eines Teilfonds unverzüglich auf den Sperrkonten bzw. Sperrdepots des betreffenden Teilfonds eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen,
- b) anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlages und etwaiger Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds verbucht werden,
- c) der Verkauf, die Ausgabe, der Umtausch, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des jeweiligen Teilfonds durch die Verwaltungsgesellschaft vorgenommen werden, dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie dem jeweiligen Sonderreglement gemäß erfolgen,
- d) die Berechnung des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens und des Anteilwertes dem Gesetz und dem Allgemeinen Verwaltungsreglement gemäß erfolgen,
- e) bei allen Geschäften, die sich auf das jeweilige Teilfondsvermögen beziehen, die Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, des jeweiligen Sonderreglements, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) sowie die gesetzlichen Bestimmungen beachtet werden und der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen zugunsten des jeweiligen Teilfonds bei ihr einget,
- f) die Erträge des jeweiligen Teilfondsvermögens dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement sowie den gesetzlichen Bestimmungen gemäß verwendet werden,
- g) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden,
- h) sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 7 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich unterschreitet, und
- i) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Devisenterminkontrakten sowie bezüglich anderer Devisenkurssicherungsgeschäfte eingehalten werden.

#### 5. Darüber hinaus wird die Depotbank

- a) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens, der Verwaltungsgesellschaft und/oder von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Repräsentanten schriftlich über jede Auszahlung, über den Eingang von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, von unbaren Ausschüttungen und Barausschüttungen, Zinsen und anderen Erträgen sowie über Erträge aus Schuldverschreibungen Bericht erstatten sowie periodisch über alle von der Depotbank gemäß den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft getroffenen Maßnahmen unterrichten,
- b) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens unverzüglich alle sachdienlichen Informationen, die sie von Emittenten erhalten hat, deren Investmentanteile, flüssige Mittel und andere gesetzlich zulässigen Vermögenswerte sie von Zeit zu Zeit verwahrt, oder Informationen, die sie auf andere Weise über von ihr verwahrte Vermögenswerte erhält, unverzüglich an die Verwaltungsgesellschaft weiterleiten,
- c) ausschließlich auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft oder der von ihr ernannten Repräsentanten Stimmrechte aus den Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, die sie verwahrt, ausüben, sowie
- d) alle zusätzlichen Aufgaben erledigen, die von Zeit zu Zeit zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank schriftlich vereinbart werden.

- 6. a) Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Sperrkonten bzw. den Sperrdepots des betreffenden Teilfonds nur das in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement und dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) festgesetzte Entgelt sowie Ersatz von Aufwendungen.

b) Die Depotbank hat jeweils Anspruch auf das ihr nach diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag zustehende Entgelt und entnimmt es den Sperrkonten des betreffenden Teilfonds nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft.

c) Darüber hinaus wird die Depotbank sicherstellen, daß den jeweiligen Teilfondsvermögen Kosten Dritter nur gemäß dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag belastet werden.

7. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;  
b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs in das jeweilige Teilfondsvermögen vollstreckt wird, für den dieses Teilfondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft direkt bzw. die frühere Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

8. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

9. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind jeweils berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von sechs Monaten zum Geschäftsjahresende zu kündigen. Eine solche Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb der gesetzlichen Fristen eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie, gegebenenfalls, dem jeweiligen Sonderreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

#### **Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik.**

Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung. Die Verwaltungsgesellschaft strebt eine diversifizierte Vermögensanlage an, indem das jeweilige Teilfondsvermögen entsprechend einer Aufteilung nach ausgewählten Ländern oder Märkten unter Berücksichtigung einer bestimmten Gewichtung in Anteilen oder Aktien mehrerer unterschiedlicher Zielfonds (wie nachfolgend definiert) angelegt wird. Die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird in den jeweiligen Anhängen zum Verkaufsprospekt sowie im Sonderreglement für jeden Teilfonds beschrieben.

Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds enthalten sind.

##### **1. Risikostreuung**

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne der Regeln des Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 und nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen gemäß diesem Artikel dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements angelegt.

Es dürfen ausschließlich Investmentanteile folgender Arten von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften erworben werden:

- in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen, die keine Spezialfonds sind;
- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben und die nach dem Auslandsinvestment-Gesetz in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen;
- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, die keine Spezialfonds sind und die in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investitionsaufsicht unterliegen, deren Zweck der Schutz des Anlegers ist

(insgesamt die «Zielfonds» genannt).

Die einzelnen Teilfonds können sich hinsichtlich der Arten der Zielfonds sowie hinsichtlich ihrer Gewichtung in Bezug auf die anlagepolitischen Zielsetzungen der Zielfonds unterscheiden. Diese Gesichtspunkte werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement aufgeführt.

Im Einklang mit den o.g. Regelungen darf der jeweilige Teilfonds ausschließlich Anteile an Zielfonds des offenen Typs erwerben, welche ihren Sitz und ihre Geschäftsleitung in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hongkong oder Japan unterhalten. In diesem Zusammenhang darf jeder Teilfonds nicht mehr als 20% seines Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen eines einzigen dieser Zielfonds anlegen. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 10% der ausgegebenen Anteile eines solchen Zielfonds erworben werden. Die vorstehenden Anlagegrenzen beziehen sich bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen («Umbrella-Fonds»), jeweils auf einen Teilfonds. Dabei darf es nicht zu einer übermäßigen Konzentration des Netto-Teilfondsvermögens auf einen einzigen Umbrella-Fonds kommen. Für den Fonds insgesamt dürfen jedoch nur 40% der ausgegebenen Anteile eines Zielfonds erworben werden.

Die Aussteller der Zielfonds müssen ihren Sitz und ihre Geschäftsleitung in einem der vorbezeichneten Länder unterhalten und die Anlagepolitik der vorbezeichneten Zielfonds muß dem Grundsatz der Risikostreuung im Sinne der Regeln des Teil II des Gesetzes vom 30. März 1988 folgen.

Der Umfang, in dem in Anteilen von nicht-Luxemburger Zielfonds angelegt werden darf, ist nicht begrenzt.



Die Investmentanteile der vorgenannten Zielfonds sind in der Regel nicht börsennotiert. Soweit sie börsennotiert sind, handelt es sich um eine Börse in einem Mitgliedstaat des Abkommens über den Europäischen Wirtschaftsraum, in einem OECD-Land oder in Hongkong.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Anteile von Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds sowie keine anderen Wertpapiere (mit Ausnahme der in Artikel 4 Nr. 5 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements genannten Geldmarktpapiere) erworben werden.

Der Wert der Zielfondsanteile darf 51% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht unterschreiten.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen Zielfondsanteile, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, entweder nicht oder nur dann erworben werden, wenn diese Anteile nach den Vertragsbedingungen des Investmentfonds oder der Satzung der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen.

## 2. Finanzinstrumente

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Rahmen der ordnungsgemäßen Verwaltung für Rechnung des jeweiligen Teilfonds nur mit Absicherungszweck folgende Geschäfte tätigen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben:

a) Devisenterminkontrakte abschließen sowie Optionsrechte zum Erwerb bzw. zur Veräußerung von Devisen einräumen bzw. erwerben sowie Optionsrechte auf Zahlung eines Differenzbetrages, der sich an der Wertentwicklung von Devisen oder Devisenterminkontrakten bemißt, einräumen oder erwerben.

b) Optionsrechte im Sinne des vorgenannten Absatzes, deren Optionsbedingungen das Recht auf Zahlung eines Differenzbetrags einräumen, dürfen nur eingeräumt oder erworben werden, wenn die Optionsbedingungen vorsehen, daß

aa) der Differenzbetrag zu ermitteln ist als ein Bruchteil, das Einfache oder das Mehrfache (Differenzbetragsmultiplikator) der Differenz zwischen dem

(1) Wert oder Indexstand des Basiswerts zum Ausübungszeitpunkt und dem Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand oder

(2) Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand und dem Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt

bb) bei negativem Differenzbetrag eine Zahlung entfällt.

## 3. Notierte und nicht notierte Finanzinstrumente im Sinne von vorstehender Nr. 2

a) Die Verwaltungsgesellschaft darf Geschäfte tätigen, die zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben.

b) Geschäfte, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nur mit geeigneten Kreditinstituten und Finanzdienstleistungsinstituten auf der Grundlage standardisierter Rahmenverträge getätigt werden.

c) Die im vorgenannten Absatz b) genannten Geschäfte dürfen mit einem Vertragspartner nur insofern getätigt werden, als der Verkehrswert des Finanzinstrumentes einschließlich des zugunsten des jeweiligen Teilfonds bestehenden Saldos aller Ansprüche aus offenen, bereits mit diesem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäften, die ein Finanzinstrument zum Gegenstand haben, 5% des Wertes des jeweiligen Teilfondsvermögens nicht überschreitet. Bei Überschreitung der vorgenannten Grenze darf die Verwaltungsgesellschaft weitere Geschäfte mit diesem Vertragspartner nur dann tätigen, wenn diese zu einer Verringerung des Saldos führen. Überschreitet der Saldo aller Ansprüche aus offenen, mit dem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäfte, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 10% des Wertes des jeweiligen Teilfondsvermögens, so hat die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilinhaber unverzüglich diese Grenze wieder einzuhalten. Konzernunternehmen gelten als ein Vertragspartner.

## 4. Devisenterminkontrakte und Optionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte mit Absicherungszweck

a) Die Verwaltungsgesellschaft darf nur zur Währungskurssicherung von in Fremdwährung gehaltenen Vermögensgegenständen für Rechnung des jeweiligen Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie nur Verkaufsoptionsrechte auf Devisen oder Verkaufsoptionsrechte auf Devisenterminkontrakte erwerben, die auf dieselbe Währung lauten.

b) Eine indirekte Absicherung über eine dritte Währung ist unter Verwendung von Devisenterminkontrakten nur zulässig, wenn sie zum Zeitpunkt des Abschlusses dem gleichen wirtschaftlichen Ergebnis wie bei einer Direktabsicherung entspricht und gegenüber einer Direktabsicherung keine höheren Kosten entstehen.

c) Devisenterminkontrakte und Kaufoptionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte dürfen im Falle schwebender Verpflichtungsgeschäfte nur erworben werden, soweit sie zur Erfüllung des Geschäftes benötigt werden.

d) Die Verwaltungsgesellschaft wird von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wenn und soweit sie dies im Interesse der Anteilinhaber für geboten hält.

## 5. Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds kann flüssige Mittel in Form von Bankguthaben und regelmäßig gehandelten Geldmarktpapieren in Höhe von maximal 49% seines Netto-Teilfondsvermögens halten. Diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben.

Die Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den jeweiligen Teilfonds eine Restlaufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

Einlagenzertifikate desselben Kreditinstituts dürfen nicht mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens ausmachen.

Flüssige Mittel können auch auf eine andere Währung als die des jeweiligen Teilfonds lauten.

## 6. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögensgegenstände, die nicht zum jeweiligen Teilfondsvermögen gehören, sind nicht zulässig.

b) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c) Der jeweilige Teilfonds wird nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.

d) Wertpapierdarlehens- und Pensionsgeschäfte dürfen nicht getätigt werden.

e) Es werden keine Vermögenswerte erworben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt.

f) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

g) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

#### 7. Kredite und Belastungsverbote

a) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstaben b) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuß- oder Nachschußverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfonds dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

c) Zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

#### Art. 5. Anteile - Ausgabe von Anteilen.

1. Anteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden durch Anteilzertifikate verbrieft. Die Anteilzertifikate werden in der durch die Verwaltungsgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Inhaberanteile werden nur als ganze Anteile und Namensanteile bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben. Sofern Namensanteile ausgegeben werden, werden diese in dem von der Verwaltungsgesellschaft oder von einer durch die Verwaltungsgesellschaft beauftragten Person in das für den Fonds geführte Anteilregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Anteilinhabern Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Anteilregister an die im Anteilregister angegebene Adresse zugesandt. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verbriefung von Inhaberanteilen in Globalzertifikaten vorsehen. Ein Anspruch der Anteilinhaber auf Auslieferung effektiver Stücke besteht in diesem Falle nicht. Die Verbriefung in Globalzertifikaten findet gegebenenfalls Erwähnung in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt des Fonds.

2. Alle Anteile an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn die Verwaltungsgesellschaft beschließt gemäß Artikel 5 Nr. 3 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Anteilklassen auszugeben.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds zwei Anteilklassen, A und B, vorsehen. Anteile der Klasse B berechtigen zu Ausschüttungen, während auf Anteile der Klasse A keine Ausschüttung erfolgt. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Anteilklassen gebildet werden, findet dies im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt sowie im jeweiligen Sonderreglement Erwähnung.

4. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

5. Anteile werden an jedem Tag, der ein Bankarbeitstag in Luxemburg und Frankfurt am Main ist («Bewertungstag»), ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 Nr. 4 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstelle, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement aufgeführt ist. Der Ausgabepreis ist innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach Eingang des Zeichnungsantrages bei der Depotbank oder einer der Zahlstellen zahlbar, und zwar nachdem der Zeichnungsantrag unmittelbar oder über eine andere der unten in Nr. 6 genannten Stellen bei der Depotbank eingegangen ist (unter Einschluß des Tages des Eingangs des Zeichnungsantrages). Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

6. Die Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, einer der Zahlstellen und der Vertriebsstelle gezeichnet werden. Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauffolgenden Bewertungstages abgerechnet. Zeichnungsanträge, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

7. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und auf den Zeichner in entsprechender Höhe übertragen, indem sie im Falle von Namensanteilen im Anteilregister zugunsten des Zeichners eingetragen oder im Falle von Inhaberanteilen auf einem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben werden.

#### Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse, zum Schutz des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Anteilinhaber erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Depotbank auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückerstatten.

#### Art. 7. Anteilwertberechnung.

1. Das Netto-Fondsvermögen des Fonds lautet auf Euro (EUR) («Referenzwährung»).

2. Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im jeweiligen Sonderreglement für den betreffenden Teilfonds festgelegte Währung («Teilfondswährung»).

3. Der Anteilwert wird von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag berechnet.

4. Zur Berechnung des Anteilwertes wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds («Netto-Teilfondsvermögen») an jedem Bewertungstag (wie in Artikel 5 Nr. 5 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements definiert) ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile des jeweiligen Teilfonds geteilt.

5. Soweit in Rechenschafts- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muß, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren, Bewertungsregeln festlegt.

b) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

c) Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet.

d) Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber auf einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere verkauft werden können.

e) Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere, die weder an einer Börse amtlich notiert, noch auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren, Bewertungsregeln festlegt, bewertet.

f) Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

g) Devisentermingeschäfte und Optionen werden grundsätzlich zu den letzten verfügbaren Börsenkursen bzw. Maklerpreisen des Vortages bewertet. Sofern ein Bewertungstag gleichzeitig Abrechnungstag einer Option ist, erfolgt die Bewertung der entsprechenden Option zu ihrem jeweiligen Schlußabrechnungspreis («settlement price»).

h) Die auf Geldmarktpapiere bzw. Wertpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie nicht bereits im Kurswert enthalten sind.

i) Alle anderen Vermögenswerte werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren, Bewertungsregeln festgelegt hat.

j) Alle nicht auf die Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in die Teilfondswährung umgerechnet.

6. Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Anteilwertberechnung innerhalb des betreffenden Teilfonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Teilfonds.

#### **Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der die Anteilwertberechnung von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des jeweiligen Teilfondsvermögens angelegt ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlich oder Bankfeiertagen, geschlossen ist.

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Anleger bzw. Anteilhaber, welche einen Zeichnungsantrag bzw. Rücknahmeauftrag oder einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

3. Zeichnungsanträge, Rücknahmeaufträge oder Umtauschanträge können im Falle einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes vom Anleger bzw. Anteilhaber bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung der Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung widerrufen werden.

#### **Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.**

1. Die Anteilhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert gemäß Artikel 7 Nr. 4 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages («Rücknahmepreis») zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag im Sinne von Artikel 5 Nr. 5 dieses All-

gemeinen Verwaltungsreglements. Sollte ein Rücknahmeabschlag zugunsten der Vertriebsstelle erhoben werden, so ist dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement und in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben. Der Rücknahmepreis vermindert sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag, spätestens aber innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag bzw. spätestens innerhalb von sieben Kalendertagen nach Eingang des vollständigen Rücknahmeauftrages bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank oder der Vertriebsstelle (unter Einschluß des Tages des Eingangs des vollständigen Rücknahmeauftrages) in der entsprechenden Teilfondswährung, wie sie für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement angegeben ist. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Anteilinhaber erfolgen über die Depotbank sowie über die Zahlstellen.

2. Rücknahmeaufträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis des darauffolgenden Bewertungstages abgerechnet. Rücknahmeaufträge, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Anteilinhaber berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme zum dann geltenden Rücknahmepreis. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, daß dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme von Anteilen wegen einer Einstellung der Anteilwertberechnung gemäß Artikel 8 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements zeitweilig einzustellen. Entsprechendes gilt für den Umtausch von Anteilen.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des Fonds oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

7. Anteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, einer der Zahlstellen oder der Vertriebsstelle umgetauscht werden.

8. Der Umtausch sämtlicher Anteile oder eines Teils derselben in Anteile eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des entsprechend Artikel 9 Nr. 9 maßgeblichen Anteilwertes der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle in Höhe von maximal 1% des Anteilwertes der zu zeichnenden Anteile. Falls keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

Sofern unterschiedliche Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds angeboten werden, ist auch ein Umtausch von Anteilen einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse innerhalb des Teilfonds möglich. In diesem Falle wird keine Umtauschprovision erhoben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann für den jeweiligen Teilfonds jederzeit aus eigenem Ermessen einen Umtauschantrag zurückweisen.

9. Umtauschanträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Anteilwert des darauffolgenden Bewertungstages, zuzüglich der Umtauschprovision, abgerechnet. Umtauschanträge, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Anteilwert des übernächsten Bewertungstages, zuzüglich der Umtauschprovision, abgerechnet. Ein sich aus dem Umtausch von Inhaberanteilen ergebender Überschuß von mehr als 10,- Euro zugunsten des Anteilinhabers wird diesem umgehend durch Zusendung eines Verrechnungsschecks vergütet oder auf Wunsch durch eine der Zahlstellen in bar ausgezahlt. Ein geringerer Überschuß verfällt zugunsten des Teilfonds, in den angelegt wird.

#### **Art. 10. Rechnungsjahr - Abschlußprüfung.**

1. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. Juli eines jeden Jahres und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Gründung des Fonds und endet am 30. Juni 2002.

2. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

3. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht. Der erste Bericht ist ein ungeprüfter Halbjahresbericht zum 31. Dezember 2001, und der erste geprüfte Rechenschaftsbericht wird zum 30. Juni 2002 erstellt. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

#### **Art. 11. Verwendung der Erträge.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Anteilinhaber dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement sowie im betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

#### **Art. 12. Kosten.**

Neben den im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegten Kosten trägt jeder Teilfonds folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Für die Verwaltung des jeweiligen Teilfonds erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem betreffenden Teilfondsvermögen eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement aufgeführt ist.

Daneben kann die Verwaltungsgesellschaft aus dem Vermögen eines Teilfonds eine wertentwicklungsorientierte Vergütung («Performance-Fee») erhalten, welche als jährlicher Prozentsatz auf den Teil der jährlich netto, d.h. unter Berücksichtigung eventueller zwischenzeitlicher Wertminderungen, erwirtschafteten Wertentwicklung berechnet wird. Diese Performance-Fee kann entweder auf den gesamten Nettowertzuwachs, oder den einem bestimmten Mindestprozentsatz oder eine Benchmark (die Wertentwicklung eines bestimmten Wertpapierindex im selben Zeitraum) übersteigenden Teil des Nettowertzuwachses gerechnet werden. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Geschäftsjahr zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorgetragen. Die prozentuale Höhe sowie der Berechnungsmodus einer etwaigen Performance-Fee ist in dem Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds aufgeführt.

Neben den Vergütungen der Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung der Teilfonds wird dem jeweiligen Teilfondsvermögen mittelbar eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet.

Soweit ein Zielfonds von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet wird, werden dafür dem jeweiligen Teilfonds von der Verwaltungsgesellschaft keine Ausgabeaufschläge, Rücknahmeabschläge und keine Verwaltungsvergütung belastet. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, die mit dem Teilfonds im Sinne des vorgenannten Satzes verbunden ist. Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, daß die Verwaltungsgesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Zielfonds entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Zielfonds berechnete Verwaltungsvergütung kürzt. Leistungsbezogene Vergütungen und Gebühren für die Anlageberatung fallen ebenfalls unter den Begriff der Verwaltungsvergütung und sind deshalb mit einzubeziehen.

Soweit einzelne Teilfonds jedoch in Zielfonds anlegen, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/oder verwaltet werden, sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist in allen Fällen zu berücksichtigen, daß zusätzlich zu den Kosten, die dem jeweiligen Teilfondsvermögen gemäß den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements und der Sonderreglements sowie des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) belastet werden, Kosten für das Management und die Verwaltung, die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern sowie sonstige Kosten und Gebühren der Zielfonds, in welche die einzelnen Teilfonds anlegen, auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann.

2. Die Zentralverwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement aufgeführt sind. Darüber hinaus werden der Zentralverwaltungsstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet.

3. Die Register- und Transferstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement aufgeführt sind. Darüber hinaus werden der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet.

4. Die Depotbank erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Depotbankvergütung sowie Bearbeitungsgebühren, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Sonderreglement aufgeführt sind.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds außerdem folgende Kosten belasten:

a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Zielfonds, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, die mit dem Teilfonds im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist.

b) Steuern, die auf das Fondsvermögen bzw. Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;

c) Kosten für die Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber des jeweiligen Teilfonds handelt;

d) Kosten des Wirtschaftsprüfers;

e) Kosten der Vorbereitung und Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, des jeweiligen Sonderreglements sowie anderer Dokumente, die den jeweiligen Teilfonds betreffen, einschließlich Anmeldungen zur Registrierung, Verkaufsprospekte (nebst Anhängen) oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich der örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen/erstellt werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Rechenschafts- und Halbjahresberichte für die Anteilhaber in allen notwendigen Sprachen sowie Druck- und Vertriebskosten sämtlicher weiterer Berichte und Dokumente, die gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind, sowie sämtliche Verwaltungsgebühren;

f) die banküblichen Gebühren, gegebenenfalls einschließlich der banküblichen Kosten für die Verwahrung ausländischer Investmentanteile im Ausland;

g) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen;

h) Versicherungskosten;

i) Vergütung sowie Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen, der Vertriebsstelle und des Repräsentanten im Ausland, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen;

j) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, welche gemäß Artikel 4 Nr. 7 Buchstabe b) dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements aufgenommen werden;

k) Kosten der für die Anteilhaber bestimmten Veröffentlichungen und Mitteilungen;

l) Kosten der Vorbereitung und des Drucks von Anteilzertifikaten sowie Ertragsschein- und Bogenerneuerungen, falls erforderlich;

m) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;

n) Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstausgabe von Anteilen.

Unter Nr. 5 b) ist vor allem die *taxe d'abonnement* für die Anlage in Zielfonds nicht-Luxemburger Rechts zu nennen. Eine Schätzung der Gesamtsumme der unter Nr. 2. und 3. genannten Auslagen und sonstigen Kosten, sowie der unter Nr. 5 a) und c) bis l) fallenden Kosten sowie gesondert der unter Nr. 5. m) fallenden Auslagen wird für den jeweiligen Teilfonds im betreffenden Sonderreglement angeben.

Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstausgabe von Anteilen werden auf maximal 30.000,- Euro geschätzt und dem Fondsvermögen der bei der Gründung bestehenden Teilfonds im ersten Geschäftsjahr belastet. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten, welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit einem bestimmten Teilfondsvermögen stehen, erfolgt auf die jeweiligen Teilfondsvermögen pro rata durch die Verwaltungsgesellschaft. Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen, dem sie zuzurechnen sind, im ersten Geschäftsjahr belastet.

### **Art. 13. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Allgemeine Verwaltungsreglement sowie die Sonderreglements jederzeit vollständig oder teilweise ändern.

2. Änderungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements sowie der Sonderreglements werden beim Handelsregister des Bezirksgerichtes Luxemburg hinterlegt und im *Mémorial* veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tag der Unterzeichnung in Kraft.

### **Art. 14. Veröffentlichungen.**

1. Anteilwert, Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie alle sonstigen Informationen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, jeder Zahlstelle und der Vertriebsstelle erfragt werden. Sie werden außerdem in mindestens einer überregionalen Tageszeitung eines jeden Vertriebslandes veröffentlicht.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Rechenschaftsbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg. In jedem Rechenschafts- und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die jedem Teilfonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Zielfondsanteilen berechnet worden sind, sowie die Vergütung angeben, die dem jeweiligen Teilfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft (Kapitalanlagegesellschaft) oder einer anderen Investmentgesellschaft einschließlich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Verwaltungsvergütung für die in dem jeweiligen Teilfonds gehaltenen Zielfondsanteile berechnet wurde.

3. Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), Allgemeines Verwaltungsreglement, Sonderreglements sowie Rechenschafts- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei jeder Zahlstelle und der Vertriebsstelle erhältlich. Der jeweils gültige Depotbankvertrag, die Satzung der Verwaltungsgesellschaft, der Anlageberatungsvertrag, der Zentralverwaltungsdienstleistungsvertrag sowie der Register- und Transferstellenvertrag können bei der Verwaltungsgesellschaft, bei den Zahlstellen und bei der Vertriebsstelle an deren jeweiligem Gesellschaftssitz eingesehen werden.

### **Art. 15. Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds.**

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Unbeschadet dieser Regelung können der Fonds bzw. ein oder mehrere Teilfonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, insbesondere sofern seit dem Zeitpunkt der Auflegung erhebliche wirtschaftliche und/oder politische Änderungen eingetreten sind.

2. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne daß eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;
- b) wenn über die Verwaltungsgesellschaft das Insolvenzverfahren eröffnet wird oder die Verwaltungsgesellschaft liquidiert wird;
- c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements bleibt;
- d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Fällen.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur vorzeitigen Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern des jeweiligen Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

4. Die Anteilhaber, deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können weder die vorzeitige Auflösung noch die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

5. Die Auflösung des Fonds oder eines Teilfonds gemäß Artikel 15 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, darunter das «Luxemburger Wort», veröffentlicht.

#### **Art. 16. Verschmelzung des Fonds und von Teilfonds.**

Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Beschluß des Verwaltungsrates gemäß nachfolgender Bedingungen beschließen, den Fonds oder einen Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA»), der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen. Die Verschmelzung kann in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Fondsvermögen bzw. ein Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds bzw. den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt,

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds bzw. den Teilfonds zu verwalten.

Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden OGA verstößt.

Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden OGA.

Der Beschluß des Verwaltungsrates der Verwaltungsgesellschaft zur Verschmelzung des Fonds oder Teilfonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds aller Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds haben während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert nach dem Verfahren, wie es in Artikel 9 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements beschrieben ist, zu verlangen. Die Anteile der Anteilhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Anteile des aufnehmenden OGA ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilhaber einen Spitzenausgleich.

Das vorstehend Gesagte gilt gleichermaßen für die Verschmelzung zweier Teilfonds innerhalb des Fonds.

Der Beschluß, den Fonds oder einen Teilfonds mit einem ausländischen OGA zu verschmelzen, obliegt der Versammlung der Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds. Die Einladung zu der Versammlung der Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds wird von der Verwaltungsgesellschaft zweimal in einem Abstand von mindestens acht Tagen und acht Tage vor der Versammlung in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht. Der Beschluß zur Verschmelzung des Fonds oder Teilfonds mit einem ausländischen OGA unterliegt einem Anwesenheitsquorum von 50% der sich im Umlauf befindlichen Anteile und wird mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder der mittels einer Vollmacht vertretenen Anteile getroffen, wobei nur diejenigen Anteilhaber an den Beschluß gebunden sind, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Bei den Anteilhabern, die nicht an der Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anteilhabern, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, wird davon ausgegangen, daß sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben. Im Rahmen dieser Rücknahme dürfen den Anteilhabern keine Kosten berechnet werden.

#### **Art. 17. Verjährung und Vorlegungsfrist.**

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 15 Nr. 3 dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt 5 Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb dieser Frist geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds.

#### **Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.**

1. Das Allgemeine Verwaltungsreglement des Fonds sowie das jeweilige Sonderreglement des einzelnen Teilfonds unterliegen dem Recht des Großherzogtums Luxemburg. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilin-

habern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988. Das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie die jeweiligen Sonderreglements sind bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds bzw. Teilfonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in einem nicht deutschsprachigen Land verkauft werden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in den entsprechenden Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb berechtigt sind.

#### **Art. 19. Inkrafttreten.**

Dieses Allgemeine Verwaltungsreglement und die Sonderreglements treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft.

Ausgefertigt in drei Exemplaren.

Luxemburg, den 25. Juli 2001.

BERENBERG LUX INVEST S.A.

Unterschriften

DG BANK LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2001, vol. 557, fol. 31, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(55236/999/699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2001.

## **BERENBERG FUND-OF-FUNDS II - BALANCE SELECT FONDS.**

### **SONDERREGLEMENT**

Für den Teilfonds BERENBERG FUND-OF-FUNDS II - BALANCE SELECT FONDS («Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

#### **Art. 1. Anlagepolitik.**

BERENBERG FUND-OF-FUNDS II - BALANCE SELECT FONDS («Teilfonds») strebt als Anlageziel einen möglichst hohen Wertzuwachs in Euro an. Der Teilfonds investiert sein Netto-Teilfondsvermögen vorwiegend in Anteilen offener Aktien-, Renten, gemischter Wertpapierfonds, Grundstücksfonds, gemischter Wertpapier- und Grundstücksfonds und geldmarktnaher Fonds. Je nach Einschätzung der Marktlage und im Interesse der Anleger kann das Netto-Teilfondsvermögen des Teilfonds innerhalb dieser Fondskategorien mit unterschiedlicher Gewichtung angelegt werden.

Als Anlageschwerpunkt, betreffend den Anteil des Teilfondsvermögens der in Aktienfonds gehalten wird, wird konzeptionell das Universum des MSCI WORLD Index nachgebildet werden. Der MSCI World Index ist ein gängiger marktkapitalisierungsgewichteter Index, der den weltweiten Aktienmarkt in einem hohen Maße - auf Basis reinvestierter Dividenden (sog. Total-Return-Index) - abbildet und bietet sich damit als Vergleichsmaßstab für diesen Teilfonds an.

Der Anteil des Netto-Teilfondsvermögens, der in Rentenfonds gehalten wird, stellt den konservativen Teil des Teilfonds dar. Hierbei werden zur Risikominimierung vorwiegend Rentenfonds erworben mit Anleihen von Emittenten hoher Bonität. Je nach Einschätzung der Marktlage kann auch in Rentenfonds, die Wertpapiere von Emittenten nachrangiger Bonität enthalten, investiert werden.

Die Zielfondsauswahl wird schwerpunktmäßig mit Hilfe eines speziellen Fonds-Analyse-Auswahlverfahrens getroffen, das aus den in der Bundesrepublik Deutschland vertriebsberechtigten Investmentfonds die Bestperformer auswählt. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einer dieser genannten Fondskategorien angelegt werden.

Genauere Angaben über die Anlagegrenzen sind in Artikel 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements enthalten.

#### **Art. 2. Teilfondswährung.**

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Anteilwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 5 Nr. 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von maximal 6% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

#### **Art. 3. Kosten.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von maximal 1,6% p.a., das monatlich nachträglich auf das Netto-Teilfondsvermögen am Monatsultimo berechnet und ausgezahlt wird.

Daneben erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem Teilfondsvermögen eine wertentwicklungsorientierte Vergütung (Performance-Fee), welche 10% p.a. des über 6% pro Geschäftsjahr übersteigenden Wertzuwachses des Netto-Teilfondsvermögens beträgt und am Ende des Geschäftsjahres berechnet und ausgezahlt wird. In einem Geschäftsjahr netto



erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Geschäftsjahr zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorgetragen.

2. Die Depotbank erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von maximal 0,125% p.a., mindestens 8.000,- Euro p.a. das monatlich nachträglich auf das Netto-Teilfondsvermögen am Monatsultimo berechnet und ausgezahlt wird. Daneben erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr von maximal 0,55% des Wertes jeder Investmentanteil- oder Wertpapiertransaktion.

3. Die Zentralverwaltungsstelle erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von maximal 1.000,- Euro pro Monat. Zuzüglich erhält die Zentralverwaltungsstelle aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von maximal 0,10% p.a. pro rata temporis, das monatlich nachträglich auf das Netto-Teilfondsvermögen am Monatsultimo berechnet und ausgezahlt wird.

4. Die Register- und Transferstelle erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von 25,- Euro p.a. pro Anlagekonto bei Einmalzahlungen und 40,- Euro p.a. pro Anlagekonto mit Sparplänen. Die Register- und Transferstellenvergütung ist jährlich nachträglich auszuzahlen.

5. Die Gesamtsumme der Auslagen und sonstigen Kosten der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle (vgl. Artikel 12 Nr. 2 und 3 des Allgemeinen Verwaltungsreglements) sowie der nicht bezifferbaren Kosten (vgl. Artikel 12 Nr. 5. a) und c) bis 1)) des Allgemeinen Verwaltungsreglements), wird vorraussichtlich 35.000,- Euro jährlich nicht überschreiten.

Dem Teilfondsvermögen werden keine Auslagen für den Anlageausschuß (vgl. Artikel 12 Nr. 5 m) des Allgemeinen Verwaltungsreglements) belastet.

#### **Art. 4. Verwendung der Erträge.**

Es ist vorgesehen, die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

#### **Art. 5. Dauer des Teilfonds.**

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

#### **Art. 6. Inkrafttreten.**

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 25. Juli 2001 in Kraft getreten und am 14. September 2001 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht worden.

Ausgefertigt in drei Exemplaren.

Luxemburg, den 25. Juli 2001.

BERENBERG LUX INVEST S.A.

Unterschriften

DG BANK LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2001, vol. 557, fol. 31, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(55237/999/73) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2001.

## **BERENBERG FUND-OF-FUNDS II - BASIS SELECT FONDS.**

### **SONDERREGLEMENT**

Für den Teilfonds BERENBERG FUND-OF-FUNDS II - BASIS SELECT FONDS («Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

#### **Art. 1. Anlagepolitik**

BERENBERG FUND-OF-FUND II- BASIS SELECT FONDS («Teilfonds») strebt als Anlageziel einen möglichst hohen Wertzuwachs in Euro an. Der Teilfonds investiert sein Netto-Teilfondsvermögen vorwiegend in Anteilen offener Aktienfonds, die überdurchschnittliche Ertragschancen erwarten lassen.

Als Anlageschwerpunkt wird konzeptionell hauptsächlich das Universum des MSCI World Index in der Regel zu 75% nachgebildet werden. Der MSCI World Index ist ein gängiger marktkapitalisierungsgewichteter Index, der den weltweiten Aktienmarkt in einem hohen Maße - auf Basis reinvestierter Dividendes (sog. Total-Return-Index) - abbildet und bietet sich damit als Vergleichsmaßstab für diesen Teilfonds an.

Andererseits investiert der Teilfonds in Anteile an dynamischen Wachstumsfonds wie beispielsweise «Neue Märkte»-, Nebenwerte-, Internet-, Biotechnologie- und Technologiefonds, die in wachstumsorientierten Branchen investieren wie z.B. Internet, Telekommunikation, Mikroelektronik, Mikromechanik, Umwelt- und Energietechnologie, Freizeit, Medien und Software.

Die Zielfondsauswahl wird schwerpunktmäßig mit Hilfe eines speziellen Fonds-Analyse-Auswahlverfahrens getroffen, das aus des in der Bundesrepublik Deutschland vertriebsberechtigten Investmentfonds die Bestperformer auswählt. Je nach Einschätzung der Marktlage kann das Netto-Teilfondsvermögen auch vollständig (maximal 100%) in einer dieser vorgenannten Fondskategorien angelegt werden.

Je nach Einschätzung der Marktlage können für des Teilfonds auch Anlagen in Anteilen an Rentenfonds, gemischten Wertpapierfonds und geldmarktnahen Fonds des offenen Typs getätigt werden, die jedoch grundsätzlich akzessorischen Charakter haben; dabei kann das Netto-Teilfondsvermögen kurzfristig und im Interesse der Anleger auch vollständig (maximal 100%) in diesen vorgenannten Fondskategorien angelegt werden.

Nebenwerte- und «Neue-Märkte»-Fonds können hohe Wertschwankungen verzeichnen, da die im Zielfonds gehaltenen Anteile ihrerseits stärkerer Volatilität und eventuell einer eingeschränkten Liquidität ausgesetzt sein können und von der besonderen Entwicklung der jeweiligen Emittenten abhängig sind.

Zielfonds, die einen Branchenschwerpunkt setzen, können von negativen Entwicklungen innerhalb der betreffenden Branche wesentlich stärker betroffen sein als Zielfonds mit branchenübergreifenden, globalen Investitionen. Generell kann die Wertentwicklung branchenbezogener Zielfonds vom allgemeinen Börsentrend, wie er zum Beispiel durch breite Marktindizes dargestellt wird, erheblich abweichen.

Genauere Angaben über die Anlagegrenzen sind in Artikel 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements enthalten.

#### **Art. 2. Teilfondswährung**

1. Die Teilfondswährung, in welcher für den Teilfonds der Anteilwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 5 Nr. 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Anteilwert des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von maximal 6% davon.

3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

#### **Art. 3. Kosten**

1. Die Verwaltungsgesellschaft erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von maximal 1,6% p.a., das monatlich nachträglich auf das Netto-Teilfondsvermögen am Monatsultimo berechnet und ausgezahlt wird.

Daneben erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem Teilfondsvermögen eine wertentwicklungsorientierte Vergütung (Performance-Fee), welche 10% p.a. des die Wertentwicklung des MSCI World Index pro Geschäftsjahr übersteigenden Wertzuwachses des Netto-Teilfondsvermögens beträgt und am Ende des Geschäftsjahres berechnet und ausgezahlt wird. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Geschäftsjahr zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorgetragen.

2. Die Depotbank erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt von maximal 0,125% p.a., mindestens 8.000 Euro p.a., das monatlich nachträglich auf das Netto-Teilfondsvermögen am Monatsultimo berechnet und ausgezahlt wird. Daneben erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr von maximal 0,55% des Wertes jeder Investmentanteil- oder Wertpapiertransaktion.

3. Die Zentralverwaltungsstelle erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von maximal 1.000,- Euro pro Monat. Zuzüglich erhält die Zentralverwaltungsstelle aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von maximal 0,10% p.a. pro rata temporis, das monatlich nachträglich auf das Netto-Teilfondsvermögen am Monatsultimo berechnet und ausgezahlt wird.

4. Die Register- und Transferstelle erhält aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von 25,- Euro p.a. pro Anlagekonto bei Einmalzahlungen und 40,- Euro p.a. pro Anlagekonto mit Sparplänen. Die Register- und Transferstellenvergütung ist jährlich nachträglich auszuführen.

5. Die Gesamtsumme der Auslagen und sonstigen Kosten der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle (vgl. Artikel 12 Nr. 2 und 3 des Allgemeinen Verwaltungsreglements) sowie der nicht bezifferbaren Kosten (vgl. Artikel 12 Nr. 5. a) und c) bis 1)) des Allgemeinen Verwaltungsreglements), wird vorraussichtlich 35.000,- Euro jährlich nicht überschreiten. Dem Teilfondsvermögen werden keine Auslagen für den Anlageausschuß (vgl. Artikel 12 Nr. 5 m) des Allgemeinen Verwaltungsreglements) belastet.

#### **Art. 4. Verwendung der Erträge**

Es ist vorgesehen, die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

#### **Art. 5. Dauer des Teilfonds**

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

#### **Art. 6. Inkrafttreten**

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 25. Juli 2001 in Kraft getreten und am 14. September 2001 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, veröffentlicht worden.

Ausgefertigt in drei Exemplaren.

Luxemburg, den 25. Juli 2001.

BERENBERG LUX INVEST S.A.

Unterschriften

DG BANK LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2001, vol. 557, fol. 31, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(55238/999/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2001.

### **UNION INVESTMENT EUROMARKETING S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-1471 Luxemburg, 308, route d'Esch.

H. R. Luxemburg B 39.862.

*Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung am 29. August 2001*

Folgender Beschluss wurde gefasst:

Die Aktionäre beschliessen, aus dem in der Ordentlichen Generalversammlung vom 15. Mai 2001 auf neue Rechnung vorgetragene Betrag von 21.680.943,05 Euro 10.000.000,- Euro an die UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A. auszusütten und den verbleibenden Gewinnvortrag von 11.680.943,05 Euro auf neue Rechnung vorzutragen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 29. August 2001

UNION INVESTMENT EUROMARKETING S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2001, vol. 557, fol. 28, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(55520/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2001.

---

**SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SERVAIS, Société civile immobilière.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 8, boulevard Emmanuel Servais.

« Le 29 juin 2000, la société BEARBULL LTD a cédé à la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A. 399 parts d'intérêts de la société civile immobilière SERVAIS après que cette cession ait été approuvée par les associés conformément à l'article 6 des statuts.

Suite à cette cession, les associés de la société civile immobilière SERVAIS sont depuis cette date les suivants:

- BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A. .... 399 parts d'intérêt  
 - BEARBULL LUXEMBOURG S.A. .... 1 part d'intérêt

Fait à Luxembourg, le 28 août 2001.

J.-F. Leidner / H. Schuetz

Gérant / Gérant

Copie certifiée conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2001, vol. 557, fol. 56, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(57369/045/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2001.

---

**POSITRON S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 67.964.

Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 9 février 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

Pour POSITRON S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13362/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**PPM FAR EAST DERIVATIVES FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 46.250.

Le Conseil d'Administration a pris bonne note de la démission de Monsieur John Pauly (BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg) de sa fonction d'administrateur de la société et a coopté Monsieur Gilles Reiter (BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg) pour le remplacer.

Cette cooptation sera ratifiée lors de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en juin 2001.

Pour PPM FAR EAST DERIVATIVES FUND, SICAV

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2001, vol. 549, fol. 68, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13365/006/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**PROGENTEC - SOCIETE EUROPEENNE DE TECHNOLOGIES BI HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 72.040.

—  
Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 31 juillet 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

*Pour PROGENTEC- SOCIETE EUROPEENNE DE TECHNOLOGIES BI HOLDING S.A.*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13367/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**QUELLI DELLA SPECIALE S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: Luxembourg, 6, rue Sainte Zithe.  
R. C. Luxembourg B 33.133.

—  
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 60, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2001.

(13371/280/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**QUELLI DELLA SPECIALE S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: Luxembourg, 6, rue Sainte Zithe.  
R. C. Luxembourg B 33.133.

—  
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 60, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2001.

(13372/280/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SNOW INVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 58.411.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 janvier 2001*

- Les rapports du conseil d'administration et du commissaire sont approuvés.
- L'Assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 1997, au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 1999.
- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, de Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et de Claude-Emmanuelle Cotier-Johansson, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2000.

Luxembourg, le 11 janvier 2001.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Un mandataire

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 34, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13404/595/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**PUBLIMEDIA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 73.823.

—  
Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 27 décembre 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

Pour PUBLIMEDIA S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13368/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**REAL ESTATES BROKERAGE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 53.007.

—  
Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 9 février 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

Pour REAL ESTATES BROKERAGE S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13373/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SOLANO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.  
R. C. Luxembourg B 66.573.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 63, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 5 décembre 2000*

- Ont été nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2000:

Monsieur Eric Leclerc, employé privé, Luxembourg, président;

Madame Martine Kapp, employée privée, Luxembourg;

Monsieur Philippe Gilain, employé privé, Luxembourg;

Monsieur Charles Meyer, employé privé, Luxembourg.

A été nommée commissaire aux comptes pour la même période:

CHECK CORP, Alofi, Niue.

- Le capital social a été converti en euros, en conformité avec la loi du 10 décembre 1998.

- La conversion du capital en euros a donné un montant de EUR 30.986,69.

- Le capital a été porté à EUR 31.000,00 par prélèvement du montant de EUR 13,31 de bénéfices reportés.

- Le montant du nouveau capital est de EUR 31.000,00, représenté par 1.250 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour la société

Signature

Un administrateur

(13417/000/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**RENT INTER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 25.294.

Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 9 février 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé:

- 1) de nommer la société QUEEN'S HOLDINGS LLC aux fonctions de commissaire aux comptes;
- 2) de nommer Mlle Sandrine Klusa aux fonctions d'administrateur avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1995 en remplacement de M<sup>e</sup> Pascale Dumong démissionnaire.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

Pour RENT INTER S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13376/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**RER 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 64.998.

Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 9 février 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé:

- 1) de nommer la société QUEEN'S HOLDINGS LLC aux fonctions de commissaire aux comptes en remplacement de la société H.R.T. REVISION, S.à r.l. démissionnaire;
- 2) de nommer Mme Luisella Moreschi aux fonctions d'administrateur avec effet au 30 juin 1999 en remplacement de M. Arnaldo Rossi démissionnaire.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

Pour RER 2 S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13377/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**RUBEN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 38.748.

*Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration  
tenue en date du 12 janvier 2001*

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 2001, vol. 548, fol. 74, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13386/595/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**RER HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 62.721.

Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 9 février 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

*Pour RER HOLDING S.A.*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13378/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**RETAIL ESTATES LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 45.278.

Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 27 décembre 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

*Pour RETAIL ESTATES LUXEMBOURG S.A.*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13381/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SOCIETE GENERALE DE FORGE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 53.028.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 14 février 2001, vol. 549, fol. 68, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour le Conseil d'Administration*

Signature

(13408/535/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SOCIETE GENERALE DE FORGE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 53.028.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 13 février 2001 a nommé administrateurs:

- Madame Maria Dennewald, docteur en droit, demeurant à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve;
- Monsieur Guido Puccio, commercialista, avec adresse professionnelle à I-23900 Lecco, Via Aspromonte, 22;
- Monsieur Mathis Hengel, docteur en droit, demeurant à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

*Commissaire aux comptes:*

- MONTBRUN REVISION, S.à r.l., établie à L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

Ces mandats expireront à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2001, vol. 549, fol. 68, case 4. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13409/535/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**RETE INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.  
R. C. Luxembourg B 38.899.

—  
DISSOLUTION

*Extrait*

Il résulte d'un acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg), en date du 20 décembre 2000, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 décembre 2000, volume 855, folio 69, case 1, que la société anonyme RETE INVEST HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie Adélaïde, constituée suivant acte notarié en date du 11 décembre 1991, publié au Mémorial C, numéro 225 du 27 mai 1992, au capital social de cent millions de Deutsche Mark (DEM 100.000.000,-) divisé en cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de mille Deutsche Mark (DEM 1.000,-) chacune, entièrement libérées, a été dissoute et liquidée par le fait d'une décision de l'actionnaire unique, réunissant entre ses mains la totalité des actions de la société anonyme RETE INVEST HOLDING S.A., prédésignée.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 février 2001.

J.-J. Wagner.

(13382/239/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**REVERDY INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 40.203.

—  
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 9 février 2001, vol. 549, fol. 49, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(13383/549/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**TJUST ASSOCIATES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.  
R. C. Luxembourg B 67.935.

—  
Les comptes annuels au 30 juin 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 63, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 17 novembre 2000*

- Ont été nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2001:

Monsieur Conni Jonsson, président, catégorie A;

Monsieur Börje Ekholm, catégorie B;

Monsieur Jos Hemmer, catégorie B;

Monsieur Eric Leclerc, catégorie B;

Monsieur Charles Meyer, catégorie B.

- A été nommée commissaire aux comptes pour la même période:

CHECK CORP, Alofi, Niue.

- Le capital social a été converti en euros, en conformité avec la loi du 10 décembre 1998.

- La conversion du capital en euros a donné un montant de EUR 30.986,69.

- Le capital a été porté à EUR 31.000,00 par prélèvement du montant de EUR 13,31 de bénéfices reportés.

- Le montant du nouveau capital est de EUR 31.000,00, représenté par 1.250.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Luxembourg, le 15 février 2001.

*Pour la société*

Signature

*Un administrateur*

(13441/000/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---



**S-PARK S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 67.984.

Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 27 décembre 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

**QUEEN'S HOLDINGS LLC**

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

Pour S-PARK S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13387/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

**NEMSET S.A., Société Anonyme,  
(anc. ROSEWOOD S.A.).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R. C. Luxembourg B 70.156.

L'an deux mille un, le six février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de ROSEWOOD S.A., R.C. Numéro B 70.156 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte du notaire instrumentaire, en date du 27 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 622 du 18 août 1999.

Les statuts ont été modifiés par un acte du notaire instrumentaire en date du 21 juin 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 656 du 30 août 1999.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze sous la présidence de Monsieur Marc Koeune, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Raymond Thill, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc Prospert, maître en droit, demeurant à Bertrange.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les cent six mille trois cent quarante-sept (106.347) actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de deux cent douze mille six cent quatre-vingt-quatorze euros (EUR 212.694,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la dénomination de la société en NEMSET S.A. et modification afférente de l'article 1<sup>er</sup> alinéa 1<sup>er</sup> des statuts.

2. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et a pris, après délibération, à l'unanimité des voix la résolution suivante:

*Résolution unique*

La dénomination de la Société est changée de ROSEWOOD S.A. en NEMSET S.A.

En conséquence, l'article 1<sup>er</sup> des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de NEMSET S.A.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à dix-sept heures trente.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire la présente minute.

Signé: M. Koeune, R. Thill, M. Prospert.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2001, vol. 128S, fol. 29, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2001.

A. Schwachtgen.

(13384/230/47) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

**NEMSET S.A., Société Anonyme,  
(anc. ROSEWOOD S.A.).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R. C. Luxembourg B 70.156.

Statuts coordonnés suivant l'acte N°148 du 6 février 2001 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2001.

A. Schwachtgen.

(13385/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

**SANPAOLO BANK S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 18.498.

L'Administrateur-délégué, dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration en date du 19 juillet 1999 concernant la gestion journalière de la Banque décide, avec effet au 1<sup>er</sup> février 2001, d'attribuer la Signature «B» à Monsieur Marco Canton, avec le titre de Fondé de Pouvoirs Principal.

Dès lors la Rubrique «Régime des Signatures» est modifiée comme suit:

*Régime des signatures*

Conformément aux statuts, la société est engagée en toute hypothèse vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux Administrateurs, dont au moins la signature du Président, du Vice-Président ou de l'Administrateur-délégué.

Conformément aux résolutions prises par le Conseil d'Administration, la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers de la manière suivante:

- Fixation du système de fonctionnement des signatures ayant pour effet d'engager valablement la société vis-à-vis des tiers:

Nature des opérations	Signature(s) requises (*)
- Tous actes de gestion journalière et sans limitation de pouvoirs.	A + A dont celle de l'Administrateur-Délégué
- Actes, documents et lettres accordant, confirmant, modifiant, suspendant ou dénonçant un crédit, sous quelque forme que ce soit.	A + B
Avals, cautionnements, tirages, acceptations, garanties données par la Banque	
Actes portant reconnaissance de dettes ou contenant obligation de sommes	
- Quittances et endossements de traites et billets à ordre.	A + B
Chèques.	ou
Ordres de paiement et de disposition concernant des titres et valeurs, des comptes en espèces ou des comptes-titres.	B + B jusqu'à une contre valeur de EUR 100.000
Contrats d'achat et de vente de devises, au comptant et à terme	
- Bons de caisse	A + B
- Correspondance ordinaire des services de la Banque qui, sans contenir d'obligation de sommes, engage la Banque par les informations, avis et opinions y exprimés.	A + B
- Reçus, quittances et accusés de réception d'espèces, de titres, de coupons, de tous autres valeurs et objets.	B
Approuvés de comptes.	
Décharges à donner aux Administrations des Postes et Télécommunications, Chemins de fer, Entreprises de transport.	
Avis de débit et de crédit, décomptes et autres pièces, confirmés par un extrait de compte.	
Avis de mise à disposition de valeurs et documents.	
- Correspondance ordinaire n'engageant pas la Banque, avis, bordereaux, décomptes et autres pièces résultant d'un traitement automatique par ordinateur, portant la mention «signature non requise» et confirmés par un extrait de compte.	Aucune signature n'est requise

(\*) Une signature de catégorie inférieure peut toujours être remplacée par une signature de catégorie supérieure.

- Sont porteurs de la signature «A»

\* le Président du Conseil d'Administration

\* les Administrateurs

\* le ou les Administrateur(s)-Délégué(s)

\* le ou les Directeur(s) Général(aux)

\* le ou les Directeur(s) Général(aux) Adjoint(s)

\* le ou les Sous-Directeur(s) Général(aux)

(à condition qu'ils participent de manière courante au Grand-Duché de Luxembourg aux activités de la Banque).

- Sont porteurs de la signature «B»
- \* les Fondés de Pouvoirs Principaux
- \* les Fondés de Pouvoirs

à condition qu'ils participent de manière courante au Grand-Duché de Luxembourg, aux activités de la Banque.

Canton Marco	B
Fondé de Pouvoirs Principal	
Belardi Alfonso	B
Fondé de Pouvoirs	
D'Urzo Giampiero	B
Fondé de Pouvoirs	
Fallanca Luigi	B
Fondé de Pouvoirs	
Liberatore Venanzio	B
Fondé de Pouvoirs	
Oliva Vittorio	B
Fondé de Pouvoirs	
Tricerri Enzo	B
Fondé de Pouvoirs	
Vandi Sergio	B
Fondé de Pouvoirs	

Luxembourg, le 8 février 2001.

SANPAOLO BANK S.A.

Signature

*Le Directeur Général*

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2001, vol. 549, fol. 68, case 9. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13388/000/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

## **GESTIONE MERCANTILE AZIONARIA COMMERCIALE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.

### STATUTES

In the year two thousand and one, on the seventeenth of January.

Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg.

There appeared the following:

1. COMPAGNIA GENERALE MERCANTILE AZIONARIA HOLDING S.A., «société anonyme holding» with registered office in L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore, represented by Mr Jean-Marc Debaty, company director, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on January 15, 2001,

2. Mr Jean-Marc Debaty, prenamed.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall stay affixed to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing parties have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which they form between themselves:

#### **Title I.- Denomination, Registered Office, Object, Duration**

**Art. 1.** There is hereby established a société anonyme under the name of GESTIONE MERCANTILE AZIONARIA COMMERCIALE S.A.

**Art. 2.** The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the corporation.

Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

**Art. 3.** The corporation is established for an unlimited period.

**Art. 4.** The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

#### **Title II.- Capital, Shares**

**Art. 5.** The corporate capital is set at seventy thousand Euro (70,000.- EUR) divided into five thousand (5,000) shares having a par value of fourteen Euro (14.-EUR) each.

The shares may be created, at the shareholder's option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

#### **Title III.- Management**

**Art. 6.** The corporation is managed by a Board of Directors composed of at least three members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

**Art. 7.** The Board of Directors will elect from among its members a chairman.

The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

**Art. 8.** The Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

**Art. 9.** The corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of two directors, unless special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the Board of Directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

**Art. 10.** The Board of Directors may delegate its power to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

**Art. 11.** Any litigations involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the Board of Directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

#### **Title IV.- Supervision**

**Art. 12.** The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

#### **Title V.- General Meeting**

**Art. 13.** The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on June 30 of each year at 10.00 a.m. and for the first time in the year 2002.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

#### **Title VI.- Accounting Year, Allocation of Profits**

**Art. 14.** The accounting year of the corporation shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty first of December of each year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the thirty first of December 2001.

**Art. 15.** After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five per cent (5 %) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10 %) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

#### **Title VII.- Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

#### **Title VIII.- General Provisions**

**Art. 17.** All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

*Subscription*

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe the whole capital as follows:

1. COMPAGNIA GENERALE MERCANTILE AZIONARIA HOLDING S.A., prenamed, four thousand nine hundred and ninety-nine shares .....	4,999
2. Mr Jean-Marc Debaty, prenamed, one share .....	1
Total: five thousand shares .....	5,000

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of seventy thousand Euro (70,000.- EUR) is now available to the corporation, evidence thereof having been given to the notary.

*Statement*

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately 80,000.- LUF.

*Extraordinary General Meeting*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1.- The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors at one (1).

2.- The following are appointed directors:

- Mr Alexis Kamarowsky, company director, residing in L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore,
- Mr Federigo Cannizzaro, lawyer, residing in L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean- Pierre Pescatore,
- Mr Jean-Marc Debaty, company director, residing in L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.

3.- Has been appointed statutory auditor:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., in short form INTERCONSULT, société anonyme with registered office in L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.

4.- Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2004.

5.- The registered office of the company is established in L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn, up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

**Follows the French version:**

L'an deux mille un, le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) COMPAGNIA GENERALE MERCANTILE AZIONARIA HOLDING S.A., société anonyme holding avec siège social à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore, représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Jean-Marc Debaty, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 15 janvier 2001,

2) Monsieur Jean-Marc Debaty, préqualifié.

La procuration prémentionnée, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

**Titre I<sup>er</sup>.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de GESTIONE MERCANTILE AZIONARIA COMMERCIALE S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Toutefois cette mesure ne pourra avoir d'effet sur la nationalité de la société. Cette déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société le mieux placé pour agir dans de telles circonstances.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

### **Titre II.- Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social est fixé à soixante-dix mille euros (70.000,- EUR) représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de quatorze euros (14,- EUR) chacune.

Les actions peuvent être créées, au choix de l'actionnaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les termes et aux conditions prévues par la loi.

Le capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

### **Titre III.- Administration**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leur rémunération seront fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

**Art. 7.** Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration sera convoqué par le président, aussi souvent que les intérêts de la société le requièrent. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

**Art. 8.** Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes d'administration et de disposition en conformité avec l'objet social.

Tous pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration. Le conseil d'administration est autorisé à payer des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 9.** La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des présents statuts.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui peuvent être nommés administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les affaires de la société ou d'un département spécial à un ou plusieurs directeurs et conférer des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi ses propres membres ou non, actionnaires ou non.

**Art. 11.** Tous procès impliquant la société tant en demandant qu'en défendant, seront traités au nom de la société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par un administrateur délégué à cet effet.

### **Titre IV.- Surveillance**

**Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur fonction qui ne pourra excéder six ans.

### **Titre V.- Assemblée générale**

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 30 juin de chaque année à 10.00 heures et pour la première fois en l'an 2002.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

### **Titre VI.- Année sociale, Affectation des bénéfices**

**Art. 14.** L'année sociale de la société commencera le premier janvier et finira le trente et un décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice social, qui commence le jour de la constitution de la société et finira le trente et un décembre 2001.

**Art. 15.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges de la société et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice net cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais devra être repris

jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

### **Titre VII.- Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires. En cas de dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leur rémunération.

### **Titre VIII.- Dispositions générales**

**Art. 17.** Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses lois modificatives.

#### *Souscription*

Les statuts de la société ayant été ainsi constitués, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

1. COMPAGNIA GENERALE MERCANTILE AZIONARIA HOLDING S.A., préqualifiée, quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	4.999
2. Monsieur Jean-Marc Debaty, préqualifié, une action	1
Total: cinq mille actions	5.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de soixante-dix mille euros (70.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, la preuve en ayant été fournie au notaire instrumentaire.

#### *Constatation*

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

#### *Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à 80.000,- LUF.

#### *Assemblée Générale Extraordinaire*

Les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).
- 2.- Sont nommés administrateurs:
  - Monsieur Alexis Kamarowsky, administrateur de sociétés, demeurant à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore,
  - Monsieur Federigo Cannizzaro, juriste, demeurant à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore,
  - Monsieur Jean-Marc Debaty, administrateur de sociétés, demeurant à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, société anonyme avec siège social à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean-Pierre Pescatore.
- 4.- Le mandats des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2004.
- 5.- Le siège social de la société est établi à L-2324 Luxembourg, 4, avenue Jean- Pierre Pescatore.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-M. Debaty, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2001, vol. 8CS, fol. 20, case 12. – Reçu 28.238 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2001.

P. Frieders.

(13466/212/264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2001.

**SAUMORET S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 33.234.

—  
Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 9 février 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

*Pour SAUMORET S.A.*

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13389/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SAVA ET COMPAGNIE, Société en Commandite par Actions.**

**Capital: 66.147.000,- FRF.**

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 41.484.

—  
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 55, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2001.

*Pour SAVA ET COMPAGNIE, société en commandite par actions*

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

P. Frédéric / S. Wallers

(13390/006/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SCHIFFFAHRTSUNTERNEHMEN SCHIPPER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.  
R. C. Luxembourg B 39.813.

*Contrat de domiciliation*

Un contrat de domiciliation a été conclu en date du 1<sup>er</sup> janvier 2000 entre la société SCHIFFFAHRTSUNTERNEHMEN SCHIPPER, S.à r.l. et la société LUX-FIDUCIAIRE, S.à r.l., pour une durée indéterminée et susceptible d'être dénoncé par chacune des parties avec un préavis de deux mois.

Luxembourg, le 31 janvier 2001.

Aux fins de réquisition

LUX-FIDUCIAIRE, S.à r.l.

Signature

*Domiciliataire*

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 54, case 7. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13391/000/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**TECNOFOCUS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2680 Luxembourg, 6, rue de Vianden.  
R. C. Luxembourg B 51.152.

—  
Les bilans au 31 décembre 1997, au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 1999, enregistrés à Wiltz, le 7 février 2001, vol. 172, fol. 5, case 4, 5 et 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

TECNOFOCUS, S.à r.l.

Signature

(13435/557/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---



**SEA BIRD INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 36.340.

—  
*Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration  
tenue en date du 12 janvier 2001*

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 5 février 2001, vol. 59, fol. 27, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13393/595/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**ACCOR TRL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 11, boulevard Pierre Dupong.  
R. C. Luxembourg B 33.296.

—  
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 55, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 novembre 2000*

L'assemblée décide de renouveler le mandat du réviseur d'entreprise de DELOITTE & TOUCHE LUXEMBOURG, 3, route d'Arlon, L-8009 Strassen, représenté par Monsieur E. Van de Kerkhove.

L'assemblée prend acte de la démission de Monsieur Francis Verbeiren en tant qu'administrateur de la société.

L'assemblée délègue la gestion journalière à Monsieur Bernard Rongvaux, directeur de sociétés, demeurant avenue des Créneaux 23 à B-1200 Woluwé-Saint-Lambert, Belgique.

Luxembourg, le 12 février 2001.

GESTOR SOCIETE FIDUCIAIRE

Signature

(13493/636/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2001.

---

**ACCOR TRL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 11, boulevard Pierre Dupong.  
R. C. Luxembourg B 33.296.

—  
Monsieur le Préposé au Registre de Commerce est requis d'inscrire, suivant l'assemblée générale ordinaire du 10 novembre 2000:

- la démission de Monsieur Francis Verbeiren en tant qu'administrateur de la société;
- la délégation de Monsieur Bernard Rongvaux à la gestion journalière de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour réquisition

GESTOR SOCIETE FIDUCIAIRE

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 55, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13494/636/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2001.

---

**SEA HORSE INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 36.342.

—  
*Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration  
tenue en date du 12 janvier 2001*

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 5 février 2001, vol. 549, fol. 27, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13394/595/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SEGESTA 2 FINANCE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R. C. Luxembourg B 78.879.

—  
Une convention de domiciliation a été conclue entre BONN SCHMITT STEICHEN, Avocats à la Cour, 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg et la société SEGESTA 2 FINANCE S.A. en date du 2 janvier 2001 et ce pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 13 février 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2001, vol. 549, fol. 66, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13395/275/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SOCIETE CEAT D'INVESTISSEMENTS EN ASIE, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.  
R. C. Luxembourg B 18.665.

—  
EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire du 23 janvier 2001 a reconduit pour un terme d'un an les mandats d'administrateur de Messieurs Dr. Stefan Breitenstein, Dr. Martin Escher et Dr. Rudolf Tschäni, leurs mandats venant dès lors à échéance à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2000.

L'Assemblée a nommé en qualité de Commissaire aux comptes, pour un terme d'une année, Monsieur Guy Schosserler, expert-comptable, demeurant à L-3409 Dudelange, dont le mandat expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2000.

Pour extrait conforme

SOCIETE CEAT D'INVESTISSEMENTS EN ASIE

Société Anonyme Holding

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2001, vol. 549, fol. 61, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13405/546/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SEPMAR HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R. C. Luxembourg B 6.314.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 54, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2001.

SEPMAR HOLDING

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(13397/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SERTI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 52.347.

Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 17 juillet 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

Pour SERTI S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13398/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SERVICES IMMOBILIERS INTERNATIONAUX HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 72.513.

Par décision du Conseil d'Administration, lors de la réunion du 9 février 2000 et conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915, il a été décidé de nommer la société:

QUEEN'S HOLDINGS LLC

aux fonctions de commissaire aux comptes.

La présente cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 27 décembre 2000.

Pour SERVICES IMMOBILIERS INTERNATIONAUX HOLDING S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2001, vol. 549, fol. 24, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13399/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**BBB S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, rue Emile Bian.  
R. C. Luxembourg B 52.777.

*Contrat de domiciliation*

Entre la société anonyme EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG), avec siège social à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian, le domiciliataire,

et la société anonyme BBB S.A., avec siège social à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian, la société domiciliée,

a été conclue en date du 28 décembre 2000 pour une durée indéterminée la convention de domiciliation requise par la loi du 31 mai 1999.

Pour réquisition

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2001, vol. 549, fol. 55, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13512/636/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2001.

---

**TAZ HOLDING S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R. C. Luxembourg B 64.222.

L'an deux mille un, le premier février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Mademoiselle Martine Gillardin, maître en droit, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme TAZ HOLDING S.A., R.C. B N°64.222, ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont,  
en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration de ladite société en sa réunion du 26 janvier 2001.

Un extrait certifié conforme du procès-verbal de cette réunion, après avoir été contresignée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexé aux présentes avec lesquelles il sera soumis aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

I. Que la société anonyme TAZ HOLDING S.A. a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 22 avril 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no 520 du 15 juillet 1998. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 29 décembre 2000, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II.- Que le capital social de la société TAZ HOLDING S.A. s'élève actuellement à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

III.- Qu'en vertu de l'article 5.06 des statuts, le capital autorisé de la Société est fixé à EUR 1.000.000,- (un million d'euros) qui sera représenté par des actions ordinaires ou privilégiées d'une valeur nominale de EUR 100,- chacune.

Que l'article 5.06 stipule encore que:

«Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts et dans laquelle les propriétaires d'actions privilégiées disposent d'un droit de vote.

En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de l'assemblée générale du 29 décembre 2000, autorisé à augmenter en une fois ou par plusieurs tranches le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé, et ce de façon à ce que les actions privilégiées n'excèdent à aucun moment la moitié du capital social nominal souscrit.

Les actions représentatives de ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions ordinaires ou sous forme d'actions privilégiées, au choix des souscripteurs, mais dans le respect des proportions susdites, avec ou sans prime d'émission, et libérées en espèces ou par apports en nature, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est autorisé à fixer toutes autres modalités et déterminer toutes autres conditions des émissions.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à déterminer des primes d'émission différentes pour les actions ordinaires par rapport aux actions privilégiées, ainsi que de prévoir des émissions sans prime pour l'une quelconque de ces catégories d'actions et avec prime pour l'autre catégorie.

Le conseil d'administration est encore spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs, ni de l'une ni de l'autre catégorie, un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout mandataire pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital ou, pour recueillir les demandes de conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires, et pour comparaître par-devant notaire pour faire acter l'augmentation de capital ainsi intervenue dans les formes de la loi.

Chaque fois que le conseil d'administration fait constater authentique une augmentation du capital souscrit ou, une conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires, le présent article sera considéré comme adapté à la modification intervenue.»

IV. Que le conseil d'administration a décidé lors de sa séance précitée du 26 janvier 2001, en conformité avec les pouvoirs lui conférés en vertu de l'article cinq des statuts, de réaliser une première tranche du capital autorisé, et ce à concurrence de EUR 10.000,- (euros), pour porter le capital social souscrit de son montant actuel de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) à EUR 41.000,- (quarante et un mille euros) par la création et l'émission de 100 (cent) actions privilégiées d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

V. Qu'en sa réunion du 26 janvier 2001, le conseil d'administration a obtenu et accepté la souscription et la libération intégrale de toutes les 100 (cent) actions privilégiées nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, ensemble avec une prime d'émission de EUR 300,- (trois cent euros) par action.

La preuve de la souscription des 100 (cent) actions nouvelles a été donnée au notaire soussigné par la présentation du bulletin de souscription afférent.

Il a été prouvé au moyen d'un certificat bancaire au notaire instrumentant, qui le constate expressément, que le montant de EUR 40.000,- (quarante mille euros) dont EUR 10.000 (dix mille euros) pour le capital social et EUR 30.000,- (trente mille euros) pour la prime d'émission, a été mis à la libre disposition de la Société.

VI. A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, le premier alinéa de l'article 5.01 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. 01 Alinéa premier.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 41.000,- (quarante et un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) actions ordinaires et 100 (cent) actions privilégiées d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.»

*Evaluation*

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de la présente augmentation de capital, y compris la prime d'émission, est évalué à un million six cent treize mille cinq cent quatre-vingt-seize (1.613.596,- LUF) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: M. Gillardin, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 8 février 2001, vol. 128S, fol. 29, case 3. – Reçu 16.136 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2001.

A. Schwachtgen.

(13433/230/80) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**TAZ HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 64.222.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 110 du 1<sup>er</sup> février 2001, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2001.

A. Schwachtgen.

(13434/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**SHORENDER S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 47.064.

*Extraits des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration  
tenue en date du 12 janvier 2001*

Il résulte d'une lettre adressée à la société en date du 12 janvier 2001 que Madame Michèle Musty, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, démissionne de ses fonctions d'administrateur avec effet immédiat.

En date du 12 janvier 2001, le Conseil d'Administration coopte en remplacement la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Eric Vanderkerken, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- La société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2001, vol. 549, fol. 34, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(13401/595/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2001.

---

**MERCURY WORLD BOND FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Senningerberg-Luxembourg, 6D, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 23.040.

Shareholders are informed of a number of changes to be made to the Company with effect from 15th October 2001. These changes include:

- The establishment of an Investor Service Centre at MERRILL LYNCH INVESTMENT MANAGERS (LUXEMBOURG) S.A. to provide dealing facilities for share applications, redemptions and conversions as well as related investor

support functions. Expenses incurred in operating the Investor Service Centre attributable to the Company will be borne by the Company. The BANK OF NEW YORK EUROPE LIMITED, Luxembourg Branch, will continue to perform the functions of Custodian and Administrator.

- The cut-off time for dealing will change from 12 noon (UK time) to 12 noon (Luxembourg time). All orders for subscription, redemption and conversion should therefore be received by the Administrator or the Investor Service Centre before 12 noon (Luxembourg time) on any Dealing Day.

- Settlement for subscriptions and redemptions will be made within three Business Days of the relevant Dealing Day or, for those who purchase or redeem Shares through Merrill Lynch, settlement will be within two Business Days of the relevant Dealing Day.

- Shares issued in respect of any Dividends which are invested automatically in further Shares of the same Fund will be issued on the Dealing Day of the date of payment of the dividend.

- Shareholders in the above Funds may wish to redeem their Shares or convert them into Shares of the same class of another of the Company's Funds (free of any conversion or redemption charges) by 12 October 2001, by contacting the Administrator at the above address.

Copies of the letter to registered shareholders dated 14th September 2001 detailing all the changes are available from the registered office of the Company and from the Listing Agent. A revised prospectus will be available on request from 15th October 2001.

Listing Agent:

DEXIA/BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG,

69 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

14 September 2001.

(04138/755/31)

*The Board of Directors.*

**ACTION OIL LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 21.093.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 24 septembre 2001 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2000.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers

Comme la première assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 13 septembre 2001 avec le même ordre du jour, n'a pu délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, cette deuxième assemblée prendra les décisions à la majorité des actions présentes ou représentées.

*Le Conseil d'Administration*

Signature

(04209/000/19)

**PARIBAS NEUTRAL, Fonds Commun de Placement.**

The unitholders of PARIBAS NEUTRAL, FCP, are hereby informed that the Fund will cease to exist as of the close of business in Luxembourg on 31st October 2001, in accordance with clause 18 of the Management Regulations.

The redemption proceeds calculated on the Guaranteed Repurchase Date (28th September 2001) will be paid to the unitholders by the Custodian in accordance with the Prospectus. No redemption fee will be charged.

(04308/755/8)

*The Board of Directors.*

**HENRI S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 69.921.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement le 19 octobre 2001 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales

L'assemblée générale ordinaire du 3 juillet 2001 n'a pas pu délibérer sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 19 octobre 2001 délibèrera quelle que soit la portion du capital représentée.

I (04186/534/14)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**INVESTMENT COMPANY WESTEND HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 71.601.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 5 octobre 2001 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2000.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

I (04189/534/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**COVESCO S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon, Centre Descartes.  
R. C. Luxembourg B 43.929.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 8 octobre 2001 à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Réélection des Administrateurs et du Commissaire.
5. Divers.

I (04192/660/15)

*Pour le Conseil d'Administration.*

---

**MONIC S.A., Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
H. R. Luxemburg B 17.386.

Die Herren Aktieninhaber werden hierdurch eingeladen der

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

die am 1. Oktober 2001 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz stattfindet, beizuwohnen.

*Tagesordnung:*

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars 30. Juni 2001.
2. Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 30. Juni 2001, sowie Zuteilung des Resultats
3. Entlastung an den Verwaltungsrat und den Kommissar per 30. Juni 2001.
4. Verschiedenes.

I (04226/005/14)

*Der Verwaltungsrat.*

---

**CHANTELOUP HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 24.636.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2001 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2001.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (04227/005/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**INTERMEDIA HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 15.783.

The shareholders are convened hereby to attend the

**ORDINARY MEETING**

of the company, which will be held at the headoffice, on 2 October 2001 at 10.00 o'clock.

*Agenda:*

1. To approve the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor at 30 June 2001.
2. To approve the balance sheet as at 30 June 2001, and profit and loss statement as at 30 June 2001.
3. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ending 30 June 2001.
4. Statutory Elections.
5. Miscellaneous.

I (04228/005/16)

*The Board of Directors.*

---

**SPHINX PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 59.687.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2001 à 10.45 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2001, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2001.
4. Divers.

I (04229/005/15)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**SOCIETE FINANCIERE ET ECONOMIQUE S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 14.600.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 2 octobre 2001 à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 2000 et 2001.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

I (04256/696/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---



**SIPAM PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 13.937.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2001 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2001.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (04257/696/14)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**WALLPIC HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.  
R. C. Luxembourg B 59.293.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2001 à 14.30 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2000.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (04259/696/14)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**B.A.R.T. S.A., Holding-Aktiengesellschaft.**

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.  
H. R. Luxemburg B 40.048.

Die Aktionäre werden hiermit zur

**AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

der Gesellschaft eingeladen, die am 5. Oktober 2001 um 15.00 Uhr, in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

*Tagesordnung:*

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Bericht des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung per 31. Dezember 1999
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
4. Neuwahlen
5. Verschiedenes

I (04282/534/16)

*Der Verwaltungsrat.*

---

**CARPINTEX, CARPETS AND INTERNATIONAL TEXTILES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 20.816.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le mercredi 12 septembre 2001 à 14.00 heures n'ayant pu délibérer sur les points de l'ordre du jour faute de quorum de présence, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 22 octobre 2001 à 11.00 heures au siège social avec pour:

*Ordre du jour:*

1. Suppression transitoire de la valeur nominale des actions.
2. Changement de la monnaie d'expression du capital social de la société de francs luxembourgeois en euros avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2000 au cours de 1,- EUR pour 40,3399 LUF, le nouveau capital de la société s'élevant à un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept euros et soixante-deux cents (1.239.467,62 EUR).
3. Augmentation du capital de la société pour le porter de son montant actuel d'un million deux cent trente-neuf mille quatre cent soixante-sept euros et soixante-deux cents (1.239.467,62 EUR) à un million deux cent cinquante

mille euros (1.250.000,- EUR) par l'incorporation d'une partie des résultats reportés à concurrence de dix mille cinq cent trente-deux euros et trente-huit cents (10.532,38 EUR).

4. Restauration de la valeur nominale des actions du capital social et fixation de celle-ci à vingt-cinq euros (25,- EUR) par action, chacune jouissant des mêmes droits et avantages que les actions précédemment supprimées.
5. Modifications afférentes de l'article 5 des statuts.
6. Modification de l'article 2 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:  
«La durée de la société est illimitée.»
7. Suppression de l'article 9 des statuts relatif à la garantie des administrateurs et commissaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (04287/755/28)

*Le Conseil d'Administration.*

**MERCURION ASIA FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 55.708.

Notice is hereby given to the Shareholders, that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of MERCURION ASIA FUND will be held at the registered office of the Fund on *October 1, 2001* at 10.00 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at June 30, 2001;
3. Allocation of the net results;
4. Discharge to the Directors;
5. Statutory Appointments;
6. Miscellaneous.

The Shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting of MERCURION ASIA FUND the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

I (04289/584/24)

*The Board of Directors.*

**SOGEDEL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 18.571.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le vendredi 5 octobre 2001 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (04291/755/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**FIDELITY FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: Luxembourg, place de l'Etoile.  
R. C. Luxembourg B 34.036.

Notice is hereby given that the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of Fidelity Funds («the Fund») will be held at the registered office of the Fund in Luxembourg on Thursday 4 October 2001 at 12.00 noon local time to consider the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the Report of the Board of Directors for the year ended 30 April 2001
2. Presentation of the Report of the Auditors for the year ended 30 April 2001
3. Approval of the balance sheet and income statement for the financial year ended 30 April 2001
4. Discharge of the Board of Directors
5. Election of ten (10) Directors, specifically the re-election of the following ten (10) present Directors: Messrs. Edward C. Johnson 3d, Barry R. J. Bateman, Jean Hamilius, Glen R. Moreno, Helmert Frans van den Hoven, Frank Mutch, Dr David J. Saul, Sir Charles A. Fraser, Dr Arno Morenz and FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A., as Corporate Director
6. Approval of the payment of Directors' fees for the year ended 30 April 2001
7. Election of the Auditors, specifically the election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg
8. Approval of the payment of dividends for the year ended 30 April 2001 and authorisation to the Board of Directors to declare further dividends in respect of the financial year ended 30 April 2001 if necessary to enable the Fund to qualify for «distributor status» under United Kingdom and Irish tax laws
9. Consideration of such other business as may properly come before the meeting

Subject to the limitations imposed by the Articles of Incorporation of the Fund with regard to ownership of shares by US persons or of shares which constitute in the aggregate more than three per cent (3%) of the outstanding shares, each share is entitled to one vote. Shareholders are invited to attend and vote at the meeting or may appoint another person in writing to attend and vote on their behalf. Such proxy need not be a shareholder of the Fund.

Holders of Registered Shares may vote by proxy by returning to the registered office of the Fund the form of registered shareholder proxy sent to them.

Holders of Bearer Shares who wish to attend the Annual General Meeting or vote at the meeting by proxy should contact the Fund, or one of the following institutions:

in Luxembourg

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.  
Kansallis House  
Place de l'Etoile, B.P. 2174  
L-1021 Luxembourg

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A  
2, boulevard Konrad Adenauer  
L-1115 Luxembourg

in the United Kingdom

FIDELITY INVESTMENTS INTERNATIONAL  
Oakhill House  
130 Tonbridge Road  
Hildenborough  
KENT TN11 9DZ

in Norway

OSLO FINANCE AS  
P.O. Box 1543 Vika  
N-0117 Oslo

in Ireland

BRADWELL LIMITED  
c/o Arthur Cox  
Earlsfort Terrace  
Dublin 2

in Sweden

SVENSKA HANDELSBANKEN  
Blasieholmstorg, 12  
10670 Stockholm

To be valid proxies must reach the registered office of the Fund on 1 October 2001 by 12.00 noon (Luxembourg time) at the latest.

Dated: 24 August 2001

*By Order of the Board of Directors*

I (04294/584/53)

**M.D.Z. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 35.514.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le jeudi 4 octobre 2001 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nomination statutaire.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (04295/755/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**FINANCIERE EUROPEENNE DES BOIS, Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 71.467.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 19 octobre 2001 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

«Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.»

L'assemblée générale ordinaire du 27 juillet 2001 n'a pu délibérer sur ce point de l'ordre du jour, le quorum requis par la loi n'étant pas atteint.

L'assemblée générale extraordinaire du 19 octobre 2001 délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

I (04303/534/15)

*Le Conseil d'Administration.*

**FIDELITY FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1021 Luxembourg, place de l'Etoile.  
R. C. Luxembourg B 34.036.

Notice is hereby given that the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of Shareholders of FIDELITY FUNDS («the Fund») will be held at the registered office of the Fund in Luxembourg on Thursday 4 October 2001 at 12.15 p.m. local time, or immediately following the Annual General Meeting which commences at 12.00 noon on that day, to consider the following agenda:

*Agenda:*

1. Amendment of paragraph 9 «Valuation regulations», sub-paragraph F d) of article 22 of the Articles of Incorporation by deleting the last part of the sentence so that it reads as follows:
  - «d) where the Corporation incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular pool or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular pool or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant pool and/or class of shares.»
2. Consideration of such other business as may properly come before the meeting.

A quorum at the meeting will be obtained if holders of shares present in person or by proxy, represent at least 50 per cent of the shares in issue. The resolution requires a majority in favour of at least two-thirds of the votes cast. If a quorum is not present, the meeting will be adjourned and at the adjourned meeting, holders present in person or by proxy, whatever their number and the number of shares held by them, will constitute a quorum. Proxies received at the first meeting will be held and valid for the adjourned meeting.

Subject to the limitations imposed by the Articles of Incorporation of the Fund with regard to ownership of shares by US persons or of shares which constitute in the aggregate more than three per cent (3%) of the outstanding shares, each share is entitled to one vote. Shareholders are invited to attend and vote at the meeting or may appoint another person in writing to attend and vote on their behalf. Such proxy need not be a shareholder of the Fund.

Holders of Registered Shares may vote by proxy by returning to the registered office of the Fund the form of registered shareholder proxy sent to them.

Holders of Bearer Shares who wish to attend the Extraordinary General Meeting or vote at the meeting by proxy should contact the Fund, or one of the following institutions:

*in Luxembourg*

FIDELITY INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.  
Kansallis House  
Place de l'Etoile, B. P. 2174  
L-1021 Luxembourg

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.  
2, boulevard Konrad Adenauer  
L-1115 Luxembourg

*in the United Kingdom*

FIDELITY INVESTMENTS INTERNATIONAL  
Oakhill House  
130 Tonbridge Road  
Hildenborough  
KENT TN11 9DZ

*in Norway*

OSLO FINANCE AS  
P. O. Box 1543 Vika  
N-0117 Oslo

*in Ireland*

BRADWELL LIMITED  
c/o Arthur Cox  
Earlsfort Terrace  
Dublin 2

*in Sweden*

SVENSKA HANDELSBANKEN  
Blasieholmstorg, 12  
10670 Stockholm

To be valid, proxies must reach the registered office of the Fund on 1 October 2001 by 12.00 noon (Luxembourg time) at the latest.

Dated: 24 August 2001.

II (04097/584/50)

By Order of the Board of Directors.

---

**ATHENA, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon, Centre Descartes.  
R. C. Luxembourg B 47.027.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 26 septembre 2001 à 11.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de la devise de consolidation de la SICAV du LUF en EUR avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2000, et adaptation de l'article 5 des statuts.
2. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du réviseur d'entreprises.
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2001.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises.
5. Réélection des administrateurs et du réviseur d'entreprises.
6. Divers.

II (04109/660/17)

---

**ATHENA II, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon, Centre Descartes.  
R. C. Luxembourg B 47.419.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 26 septembre 2001 à 11.30 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de la devise de consolidation de la SICAV du LUF en EUR avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2000, et adaptation de l'article 5 des statuts.
2. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du réviseur d'entreprises.
3. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2001.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises.
5. Election des administrateurs et du réviseur d'entreprises.
6. Divers.

II (04110/660/17)

---

**RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EUROPEEN HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R. C. Luxembourg B 71.867.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 25 septembre 2001 à 15.00 heures au siège social.

*Ordre du jour:*

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 2000. Affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Elections statutaires.
5. Question de la dissolution anticipée de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
6. Divers.

II (04146/595/16)

Le Conseil d'Administration.

---

**BOURLINGSTER INVEST S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 59.466.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le mardi 25 septembre 2001 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont pris de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (04156/755/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**AGIL S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 59.463.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le mardi 25 septembre 2001 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont pris de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (04159/755/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**CABOCHON S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 59.467.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le mercredi 26 septembre 2001 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2001 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (04169/755/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**POM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 61.664.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 24 septembre 2001 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture et approbation des rapports du commissaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000.
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000.
3. Affectation du résultat pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2000.
4. Décharge aux administrateurs et commissaire.
5. Elections statutaires.
6. Transfert de siège.
7. Divers.

II (04180/000/17)

*Le Conseil d'Administration.***IT TECHNOLOGY, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.  
R. C. Luxembourg B 70.453.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mardi 25 septembre 2001 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises;
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30 juin 2001;
4. Décharge à donner aux Administrateurs;
5. Affectation du résultat;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

II (04181/584/22)

*Le Conseil d'Administration.***IMMOCORP, Société d'Investissement à Capital Variable (in liquidation).**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 26.003.

The liquidator convenes the Shareholders of IMMOCORP, Sicav to attend the

**ORDINARY GENERAL MEETING**

held extraordinarily at BANQUE DE LUXEMBOURG, L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal, on Monday 24 September 2001 at 11.30 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Liquidator's report
2. Appointment of ANDERSEN as Auditor to the liquidation
3. 2001 Directors' remuneration
4. Approval of 24 September 2001 at 12.00 noon as date for the final Shareholders' Meeting in the liquidation process.

This meeting will be followed immediately by an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

to be held at the same address at 12.00 noon with the following agenda:

*Agenda:*

1. Auditor's conclusive report on liquidator's report
2. Approval liquidator's report and auditor's report
3. Discharge of liquidator and auditor
4. Discharge of directors
5. Closing of liquidation
6. Appointment of the custodian of the accounting records
7. Decision on terms of escrow relating to the not effectively distributed liquidation dividend.

The shareholders are hereby advised that these meetings may deliberate validly without attendance condition and that decisions, to be valid, will have to be taken by simple majority of the shares present or represented at the meeting.

In order to attend these meetings, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at one of the agencies of the following banks:

Luxembourg:  
 BANQUE DE LUXEMBOURG  
 CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ LUXEMBOURG  
 FORTIS BANK LUXEMBOURG

Belgium:  
 FORTIS BANQUE

II (04184/755/36)

*The Liquidator.*

**EUROPA MOBILITY S.A., Société Anonyme.**

Registered office: Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.  
 R. C. Luxembourg B 28.134.

Shareholders are invited to attend on *September 24, 2001*, at 10.00 a.m. at the registered office of the company an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

with the following agenda:

*Agenda:*

1. Resignation of the entire board of directors and of the statutory auditor;
2. Discharge to the directors and the statutory auditor;
3. Nomination of new board members and a new statutory auditor;
4. Miscellaneous.

II (04212/029/14)

*The Board of Directors.*

**EPICON BEST FONDS, SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.  
 H. R. Luxemburg B 79.335.

Hiermit wird allen Anteilhabern der EPICON BEST FONDS, Sicav (die «Gesellschaft») mitgeteilt, daß eine

**AUSSERORDENTLICHE GESELLSCHAFTERGENERALVERSAMMLUNG**

25. *September 2001* um 11.30 Uhr am Gesellschaftssitz 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen, stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

*Tagesordnung:*

1. Änderung der Satzung der Gesellschaft ohne dabei den wesentlichen Inhalt zu ändern, insbesondere um die Satzung hinsichtlich des öffentlichen Vertriebes der Anteile der Investmentgesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland den Anforderungen des deutschen Gesetzes über den Vertrieb ausländischer Investmentanteile sowie den Vorschriften des Bundesaufsichtsamtes für das Kreditwesen betreffend den öffentlichen Vertrieb von Investmentanteilen in der Bundesrepublik Deutschland gerecht werden zu lassen.

2. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50 Prozent der ausgegebenen Anteile sowie eine Zwei Drittel Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile. Im Falle in dem anlässlich der außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse einberufen, gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei Drittel Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder der vertretenen Anteile getroffen.

Der Entwurf der umgewandelten Satzung ist am Gesellschaftssitz einsehbar.

Luxemburg, im August 2001.

II (04215/755/27)

*Der Verwaltungsrat.*